

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

République du Mali

Direction Générale des Impôts

\*\*\*\*\*

Direction Planification Etudes et Suivi

\*\*\*\*\*

Un Peuple-Un But-Une Foi

Mai 2026



***Rapport d'activité annuel de la  
DGI au titre de l'année 2025***

## Table des matières

1. PERFORMANCE DE LA DGI EN 2025 .....	3
2. ANALYSE GENERALE DE LA SITUATION DES RECETTES .....	4
2.1. Evolution de la mobilisation des recettes de 2015 à 2025.....	4
2.2. Evolution comparative des recettes de la DGI et du PIB au cours des dix (10) dernières années4	
3. ANALYSE DES RECETTES PAR GRANDE MASSE DES IMPOTS .....	6
3.1. Les impôts directs au 31 décembre 2025.....	6
3.2. Les impôts indirects au 31 décembre 2025 .....	7
3.3. Les droits d'enregistrement et des Timbres au 31 décembre 2025 .....	8
4. ANALYSE COMPARATIVE DES MASSES D'IMPOTS 2025 VS 2024.....	9
5. ANALYSE DE L'ETAT D'EXECUTION DU PLAN STRATEGIQUE PAR ORIENTATION STRATEGIQUE.....	10
5.1. Etat d'exécution du plan stratégique au 31 décembre 2025 .....	10
5.2. Etat d'exécution du plan stratégique par rapport aux orientations stratégiques au 31 décembre 2025.....	10
6. ETAT D'EXECUTION DU PLAN STRATEGIQUE AU 31 DECEMBRE 2025 .....	76
7. CONCLUSION GENERALE ET PERSPECTIVES .....	78

## LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1 : Réalisation et prévision des recettes au titre de l'année 2025 .....</i>	<i>3</i>
<i>Tableau 2 : Evolution des recettes et les taux de croissance au cours des 10 dernières années. .....</i>	<i>4</i>
<i>Tableau 3 : Evolution comparée des recettes de la DGI et du PIB courant de 2015 à 2025. ...</i>	<i>5</i>
<i>Tableau 6 : Prévision et réalisations des impôts indirects au 31 décembre 2025.....</i>	<i>7</i>
<i>Tableau 8 : Prévision et réalisations des droits d'enregistrement et de timbre au 31 décembre 2025.....</i>	<i>8</i>

## LISTE DES FIGURES

<i>Figure 1 : Aperçu sur les écarts des recettes 2023_2025 et 2024_2025 .....</i>	<i>3</i>
<i>Figure 2: Courbes représentatives de l'évolution des taux de croissance annuel des recettes et du PIB au cours des 10 dernières années. ....</i>	<i>5</i>
<i>Figure 3 : Evolution de la part des impôts directs dans les recettes fiscales 2015-2025.....</i>	<i>7</i>
<i>Figure 4 : Evolution de la part des impôts indirects dans les recettes fiscales 2015-2025.....</i>	<i>8</i>
<i>Figure 5: Histogramme comparatif des réalisations 2024/2025.....</i>	<i>10</i>

## 1. PERFORMANCE DE LA DGI EN 2025

Au titre de l'exercice 2025, la Direction générale des Impôts (DGI) a atteint ses objectifs en termes de mobilisation de recettes. Sur une prévision de 1 387 milliards de FCFA fixée par la Loi de finances, elle a collecté 1 403,442 milliards de FCFA soit un taux de réalisation de 101,2% et un écart positif de 16,442 milliards de FCFA.

**Tableau 1** : Réalisation et prévision des recettes au titre de l'année 2025

En milliards de FCFA

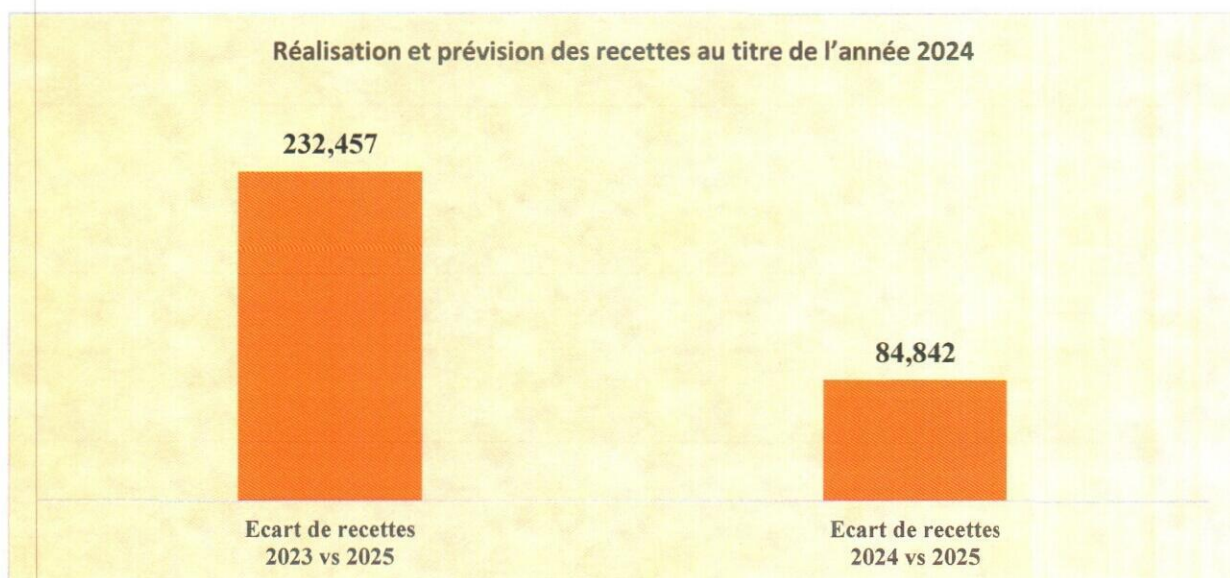
Rubrique	Prévision	Réalisation	Taux de réalisation	Ecart
Année 2025	1 387,00	1 403,442	101,2%	16,442

Source : Direction Planification Etudes et Suivi/DGI, mars 2026

En outre, le niveau de recettes de l'année 2025 reste globalement supérieur à ceux des deux (2) derniers exercices. Les réalisations de recettes de 2025 ont connu un écart positif de 232,175 milliards de FCFA par rapport à l'année 2023, soit un taux de croissance d'environ 19,85%. Comparées aux réalisations de 2024, on enregistre un dépassement de 84,560 milliards de FCFA en 2025 soit un taux de croissance de 6,43% (Graphique ci-dessous).

**Figure 1** : Aperçu sur les écarts des recettes 2023\_2025 et 2024\_2025

En milliards de FCFA



Source : Direction Planification Etudes et Suivi/DGI, janvier 2026

## 2. ANALYSE GENERALE DE LA SITUATION DES RECETTES

### 2.1. Evolution de la mobilisation des recettes de 2015 à 2025

Le tableau ci-dessous met en exergue l'évolution des réalisations de recettes au cours de la période 2015-2025. Il ressort que l'objectif de recettes a été atteint au cours de la période observée jusqu'à une exception près. Il s'agit de l'année 2018, où les réalisations ont drastiquement chuté de 74,8%. Cela est imputable au ralentissement des activités économiques ainsi que les crises sociopolitiques.

**Tableau 2** : Evolution des recettes et les taux de croissance au cours des 10 dernières années.

En milliards de FCFA

Année	Réalisations au 31 décembre	Objectifs annuels	Taux de réalisation
2015	631, 235	630, 000	100,2%
2016	722, 837	720, 000	100,4%
2017	792, 240	790, 940	100,2%
2018	632, 670	845, 602	74,8%
2019	920, 694	910, 700	101,1%
2020	921, 160	891,325	103,3%
2021	989, 072	987, 122	100,2%
2022	989, 862	986, 940	100,3%
2023	1 171,85	1166,775	100,4%
2024	1318,60	1260,0	104,7%
2025	1403,44	1 387,00	101,2%

Année	Taux de réalisation
2025	101,17%
2024	104,7%
2023	100,4%
2022	100,3%
2021	100,2%
2020	103,3%
2019	101,1%
2018	74,8%
2017	100,2%
2016	100,4%
2015	100,2%

Source : Direction Planification Etudes et Suivi/DGI, janvier 2026

Il est à noter que le dynamisme de réalisation de recettes annuelles se poursuit différemment sur la période observée. Cependant, le plus fort taux de réalisation annuelle sur la période visée ci-dessus est celui de 2024, soit 104,7%.

### 2.2. Evolution comparative des recettes de la DGI et du PIB au cours des dix (10) dernières années

Au cours de la période 2015-2025 observée, les recettes de la DGI sont passées de 631,235 milliards de Francs CFA à 1 403,442 milliards de FCFA en 2025 avec une croissance annuelle moyenne de 8,7%. Cela indique que, les recettes ont augmenté en moyenne chaque année de 8,7% au cours de la période observée.

**Tableau 3** : Evolution comparée des recettes de la DGI et du PIB courant de 2015 à 2025.

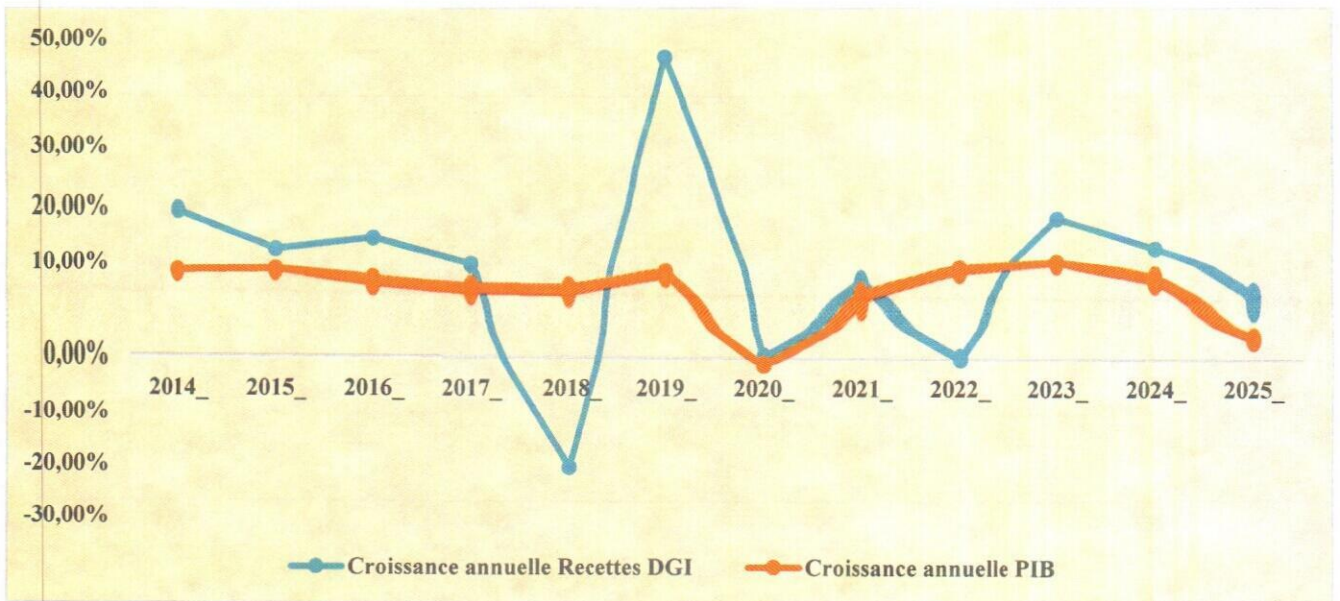
En milliards de FCFA

Année	Recettes annuelles DGI	PIB COURANT	Croissance annuelle Recettes DGI	Croissance annuelle PIB
2015_	631,230	7 747,70	12,45%	8,91%
2016_	722,840	8 321,80	14,51%	7,41%
2017_	792,730	8 868,40	9,67%	6,57%
2018_	629,820	9444,6	-20,55%	6,50%
2019_	920,694	10238	46,18%	8,40%
2020_	921,160	10138	0,05%	-0,98%
2021_	989,070	10763	7,37%	6,16%
2022_	989,862	11743,600	0,08%	9,11%
2023_	1170,985	12932,600	18,30%	10,12%
2024_	1318,60	13978,6	12,61%	8,09%
2025_	1403,442	14 404	6,41%	3,0%

Source : Direction Planification Etudes et Suivi/DGI, janvier 2026

En s'intéressant à l'évolution conjointe du taux de croissance des recettes et celui du PIB, on constate que le taux de croissance des recettes croît vite que celui du PIB courant à l'exception des années 2018 et 2022. Cette situation est en grande partie due, d'une part à la sous performance des recettes fiscales, résultant des défis sécuritaires persistants et d'autre part, les conséquences des sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO et l'UEMOA, appliquées de la période allant du 09 janvier au 03 juillet 2022 qui ont dégradé les perspectives économiques nationales en 2022.

**Figure 2**: Courbes représentatives de l'évolution des taux de croissance annuel des recettes et du PIB au cours des 10 dernières années.



Source : Direction Planification Etudes et Suivi/DGI, janvier 2026

### 3. ANALYSE DES RECETTES PAR GRANDE MASSE DES IMPOTS

#### 3.1. Les impôts directs au 31 décembre 2025

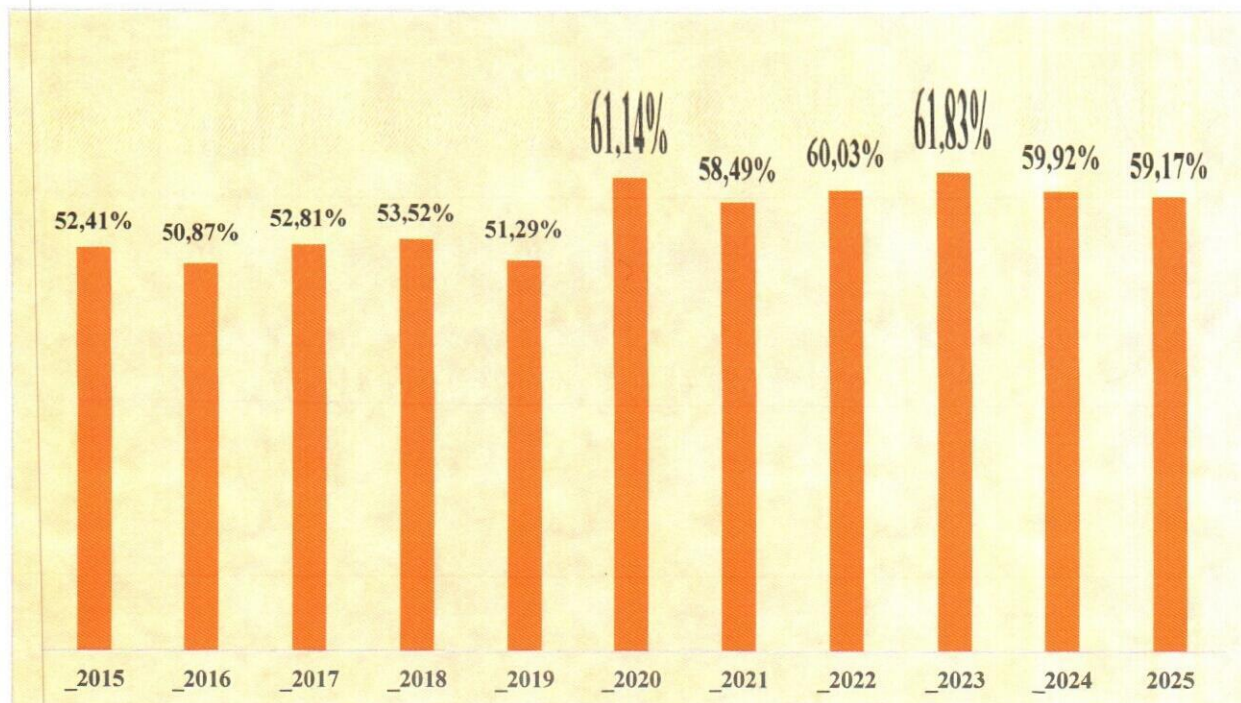
Les prélèvements d'impôt afférents aux impôts directs se sont chiffrés à 830,48 milliards de FCFA au 31 décembre 2025 sur une prévision de 854,20 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 97,22% et un GAP de 23,72 milliards de FCFA par rapport aux prévisions des impôts directs.

Année 2025	Prévisions	Réalisations	Taux Réalisé	ECART
<b>Impôts Directs</b>	854,20	830,48	97,22%	-23,72

Source : Direction Planification Etudes et Suivi/DGI, janvier 2026

Lorsqu'on examine la série de recettes au cours des dix (10) dernières années (graphique ci-dessous) indiquant l'évolution de la part des impôts directs dans les recettes fiscales, il en ressort que plus de la moitié des recettes fiscales sont constituées par les impôts directs. Cependant, la plus forte proportion est observée au titre de l'exercice 2023 (soit 61,83%).

**Figure 3 :** Evolution de la part des impôts directs dans les recettes fiscales 2015-2025



Source : Direction Planification Etudes et Suivi/DGI, janvier 2026

### 3.2. Les impôts indirects au 31 décembre 2025

En 2025, les recouvrements des impôts indirects se sont élevés à hauteur de 104,51 % des prévisions. Cette performance intervient à la suite d'un contexte économique difficile marqué par les efforts la mobilisation des recettes.

**Tableau 4 :** Prévision et réalisations des impôts indirects au 31 décembre 2025

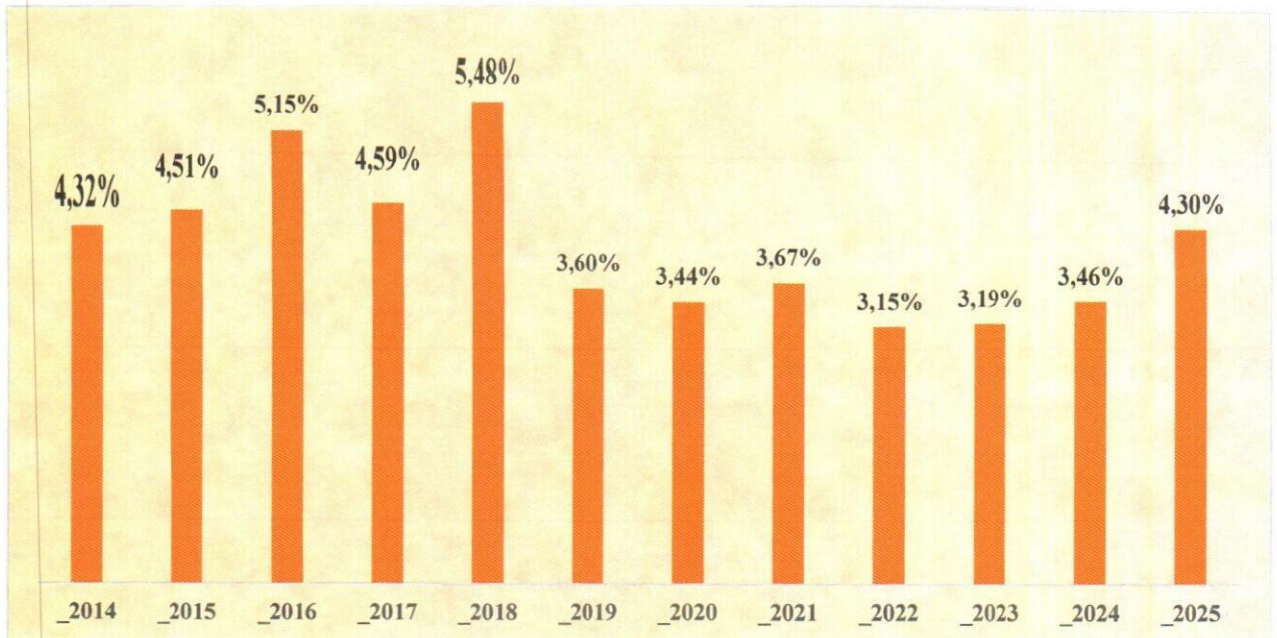
En milliards de FCFA

Année 2025	Prévisions	Réalisations	Taux Réalisé	ECART
Impôts indirects	490,52	512,62	104,51 %	23,102

Source : Direction Planification Etudes et Suivi/DGI, janvier 2026

Historiquement (graphique ci-dessous), l'évolution des impôts indirects montre une tendance assez irrégulière, mais sa part reste prépondérante dans les recettes fiscales de 2015 à 2019, bien que sa part ait été légèrement chuté de 2020 à 2025 avec les fluctuations liées aux crises économiques telles que les effets de la pandémie Covid-19, les sanctions économiques de la CEDEAO, et la crise Ukrainienne. Cependant, le taux le plus élevé (ratio impôts indirects/recettes fiscales) est celui de 2019 (45,21%).

**Figure 4** : Evolution de la part des impôts indirects dans les recettes fiscales 2015-2025



Source : Direction Planification Etudes et Suivi/DGI, janvier 2026

### 3.3. Les droits d'enregistrement et des Timbres au 31 décembre 2025

Les résultats présentés dans le tableau résumant les réalisations de recettes en matière de droits d'enregistrement et de timbres. En 2025, Les recouvrements des droits d'enregistrement et de timbres se sont élevés à 60,34 milliards de FCFA soit environ 142,71% des prévisions.

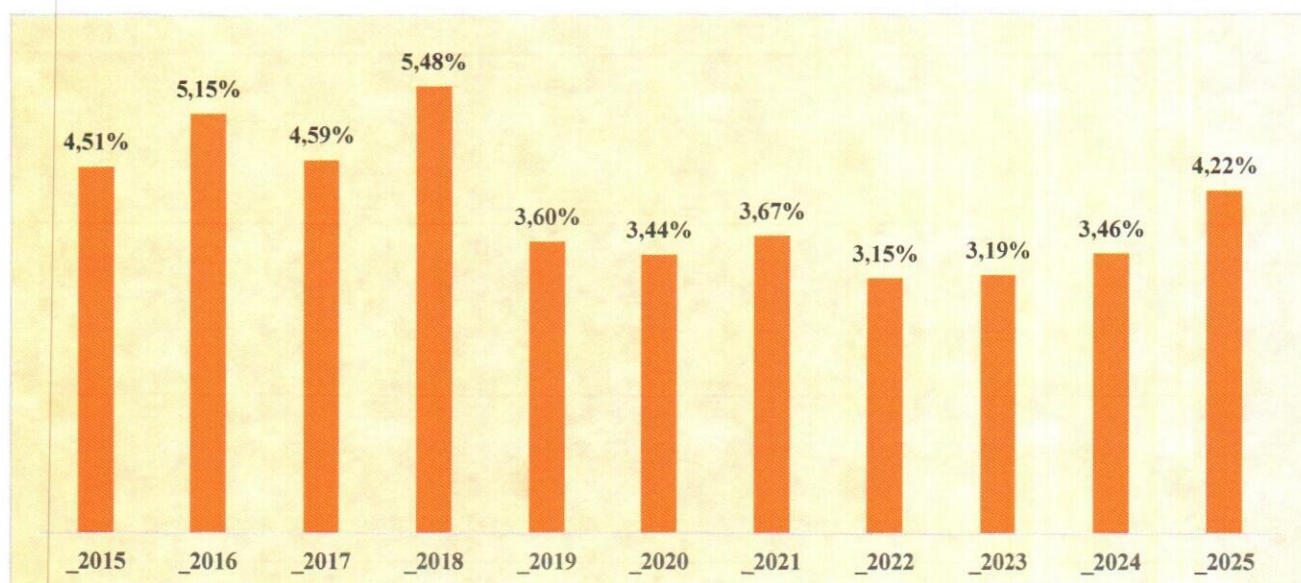
**Tableau 5** : Prévisions et réalisations des droits d'enregistrement et de timbre au 31 décembre 2025

Année 2025	Prévisions	Réalisations	Taux Réalisé	ECART
Enreg. & Timbre	42,28	60,34	142,71%	18,06

Source : Direction Planification Etudes et Suivi/DGI, janvier 2026

On dénote que l'apport des droits d'enregistrement et de timbre représente moins de 6% des recettes fiscales de la DGI au cours des 10 dernières années (figure ci-dessous). Vu le dispositif de suivi mise en place, notamment la gestion informatisée des contrats et marchés et l'interconnexion avec les services du budget et du contrôle financier, une baisse des droits d'enregistrement ne peut s'expliquer que par une diminution de contrats à l'enregistrement et une prépondérance des contrats et marchés financés sur ressources extérieures et exonérés à ce titre.

Figure 5 : Apport dans les recettes de 2015 à 2025, en matière droits d'enregistrement et de timbres (en milliards de FCFA)



Source : Direction Planification Etudes et Suivi/DGI, janvier 2026

#### 4. ANALYSE COMPARATIVE DES MASSES D'IMPOTS 2025 VS 2024

L'analyse comparative met en évidence la performance des grandes masses d'impôt au titre de l'exercice 2024 à 2025 en se basant sur le critère de taux de croissance. En effet, les impôts directs ont connu une progression nette de 5,04% de 2024 à 2025 soit un écart positif de 39,834 milliards de FCFA. Quant aux impôts indirects, leur progression est d'environ 6,46% soit un surplus de 31,149 milliards de FCFA et enfin, les droits d'enregistrement et de timbres sont passés de 45,652 milliards de FCFA à 60,34 milliards de FCFA soit une évolution assez significative de 29,73% par rapport l'année précédente (tableau et graphique ci-dessous).

**Tableau 6** : Réalisations au 31 décembre 2024 comparées aux réalisations au 31 décembre 2025

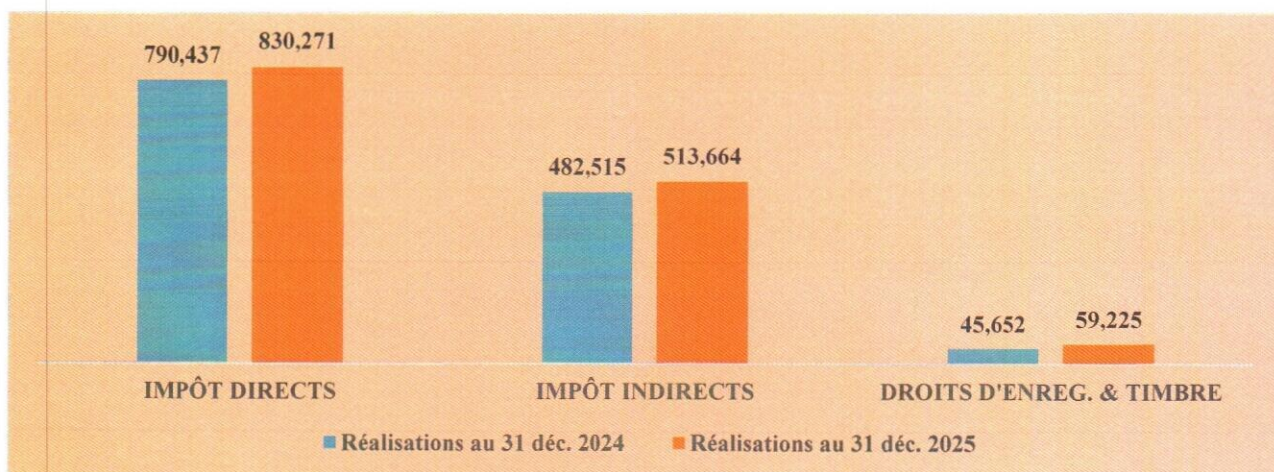
En milliards de FCFA

LIBELLE	Réalisations au 31 déc. 2024	Réalisations au 31 déc. 2025	Ecart	Taux d'accroissement
	(b)	(b)	(c) = (b-c)	(e) = (c/a)%
IMPÔT DIRECTS	790,44	830,48	40,04	5,07%
IMPÔT INDIRECTS	482,52	512,62	30,11	6,24%
DROITS D'ENREG. & TIMBRE	45,652	60,34	14,69	32,17%
TOTAUX (1+2+3)	1318,604	1 403,44	84,84	6,43%

Source : Direction Planification Etudes et Suivi/DGI, janvier 2026

Le graphique ci-dessous montre l'évolution comparée des réalisations par grandes masses en 2024 et 2025.

**Figure 6:** Histogramme comparatif des réalisations 2024/2025



Source : Direction Planification Etudes et Suivi/DGI, janvier 2026

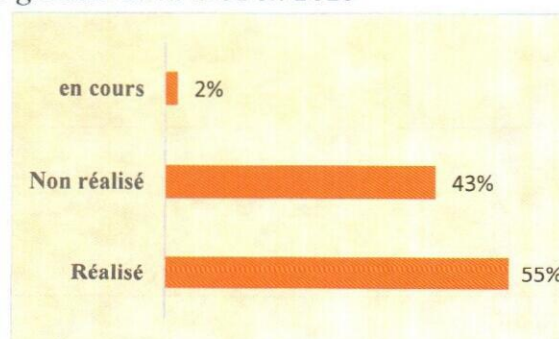
## 5. ANALYSE DE L'ETAT D'EXECUTION DU PLAN STRATEGIQUE PAR ORIENTATION STRATEGIQUE

### 5.1. Etat d'exécution du plan stratégique au 31 décembre 2024

Le bilan du plan stratégique 2023-2025 de la DGI fait apparaître un taux d'exécution global satisfaisant de 57%. Malgré un taux d'inactivité de 43%, la proportion importante d'actions achevées et en cours témoigne d'une dynamique de performance positive et d'une bonne maîtrise des objectifs fixés.

**Tableau 7 :** Etat d'exécution du plan stratégique globale de la DGI en 2025

Etat d'exécution	Nombre	Proportion
Réalisé	160	55%
Non réalisé	126	43%
En cours	6	2%
Total	292	100%



Source : Direction Planification Etudes et Suivi /DGI, 2026

### 5.2. Etat d'exécution du plan stratégique par rapport aux orientations stratégiques au 31 décembre 2025

L'analyse des progrès réalisés dans les quatre (4) orientations stratégiques de la DGI se résume dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 8 : Etat d'exécution du plan stratégique par orientation stratégique de la DGI en 2025**

<b>ORIENTATIONS STRATEGIQUE</b>	<b>Réalisé</b>	<b>Non réalisé</b>	<b>En cours</b>	<b>Total</b>
Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale	15 44%	19 56%	0 0%	34 100%
Orientation stratégique 2- : Favoriser un environnement propice au civisme fiscal	90 64%*	48 34%	3 2%	141 100%
Orientation stratégique 3- Renforcer le professionnalisme des agents comme étant un préalable à la performance	18 35%	32 62%	2 4%	52 100%
Orientation stratégique 4-Poursuivre l'application des règles de bonne gouvernance	37 57%*	27 42%	1 2%	65 100%
<b>Total</b>	<b>160</b>	<b>126</b>	<b>6</b>	<b>292</b>

*Source : Direction Planification Etudes et Suivi /DGI, 2026*

Le bilan spécifique des quatre (4) orientations stratégiques montre des progrès encourageants, notamment dans le cadre de favoriser un environnement propice au civisme fiscal (OS2) et de la poursuite de l'application des règles de bonne gouvernance (OS4), mais révèle également des défis en matière de renforcement du professionnalisme et d'élargissement de l'assiette fiscale. Le tableau ci-dessous décrit de façon sommaire l'état d'exécution du plan stratégique au 31 décembre 2025.

## 6. ETAT D'EXECUTION DU PLAN STRATEGIQUE AU 31 DECEMBRE 2025

Activités	Indicateur de l'extrant	Indicateur de résultat	Résultat atteint	Observations	Structures responsables
<b><i>Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale</i></b>					
<b>↳ Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali</b>					
<b>↳ Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place :</b>					
Elaborer les textes portant création, organisation et modalités de fonctionnement des unités spécialisées	Les textes portant création, organisation et modalités de fonctionnement des unités spécialisées sont élaborés	Les textes portant création, organisation et modalités de fonctionnement des unités spécialisées sont disponibles	Réalisé	<i>Les unités spécialisées en matière de prix de transfert ne sont pas encore fonctionnelles</i>	DGE/DPFP
Diffuser les textes adoptés sur les prix de transfert	Les textes adoptés sur les prix de transfert sont diffusés	Les textes sont disponibles	Réalisé	<i>Le résumé de l'annexe fiscale sur le prix des transferts a été mis en ligne (internet intranet)</i>	DLFC/CRPC

Élaborer les plans de communication interne et externe sur les prix de transfert		Aucun plan de communication sur les unités spécialisées sur les prix de transfert	Non réalisé	<i>23 agents de la DGE ont été formés en 2021 sur les prix de transfert. L'unité non mise en place. Aucune communication</i>	CRPC
Diffuser le calendrier de formation sur les textes adoptés sur les prix de transfert	Le calendrier de formations des agents sur les prix de transfert diffusé sur intranet	Le calendrier de formations des agents sur les prix de transfert et les textes adoptés sur les prix de transfert ont été diffusés sur intranet	Réalisé	<i>Le calendrier de formation a été diffusé à travers l'intranet</i>	CRPC
Assoir une véritable fiscalité foncière	Fiscalité foncière encadrée et maîtrisée	Le cadre légal et réglementaire est disponible	Réalisé	<i>Taxe foncière a été élaborée par la Direction Générale des Domaines et du Cadastre</i>	DLFC
<b>↳ Extrait 1.1.2: Entreprises agricoles fiscalisées</b>					

Mettre en œuvre les recommandations de l'étude sur la fiscalisation du secteur agricole	Le secteur agricole est fiscalisé	Le projet de texte est disponible	Réalisé	<i>Le rapport d'étude sur la fiscalisation du secteur agricole a été validé. Cpd l'application n'est pas effective</i>	DLFC
Mettre en œuvre les recommandations des études concernant la fiscalisation des entreprises agricoles	Le secteur agricole est fiscalisé	Recommandations des études mises en œuvre	En cours		DGI
Diffuser les textes adoptés sur les entreprises agricoles fiscalisées	Textes sur la fiscalisation des entreprises agricoles préparés.	Les projets de Textes portant sur la fiscalisation des entreprises agricoles ont été préparés et sont disponibles	Non réalisé	<i>Pas de texte adopté sur les entreprises agricoles. Dossiers en cours</i>	CRPC

Élaborer les plans de communication interne et externe sur les entreprises agricoles fiscalisées		Le plan de communication sur les entreprises agricoles fiscalisées est disponible	Non réalisé	<i>En lieu et place d'une vraie législation sur le sujet il y'a eu l'introduction de la notion d'établissement fiscal numérique ; annexe fiscale loi de finance 2019</i>	CRPC
<b>↪ Extrait 1.1.3: Commerce électronique maîtrisé</b>					
Elaborer les textes fiscaux applicables au commerce électronique	Les textes fiscaux applicables au commerce électronique sont élaborés	Les projets de textes sont disponibles	Réalisé	<i>Cadre d'échange et concertation avec le Ministère en charge de l'économie Numérique</i>	DLFC
Élaborer les plans de communication interne et externe sur le commerce électronique		Le plan de communication sur le commerce électronique est disponible	Non réalisé	<i>Lieu et place d'une vraie législation. Annexe fiscale à la loi de Finances 2019</i>	CRPC
Diffuser les textes adoptés sur le commerce électronique		Les textes sur le commerce électronique sont diffusés	Non réalisé	<i>Néanmoins annexe fiscale à la loi N°2018-072 du 21 déc 2018 Intranet et le site Web DGI</i>	CRPC
Diffuser le calendrier de formation sur les textes adoptés sur le commerce électronique		Le calendrier de formation sur le commerce électronique est diffusé	Non réalisé	<i>Dossier en cours</i>	CRPC

Elaborer les textes relatifs à l'imposition du commerce électronique	Les textes relatifs à l'imposition du commerce électronique sont élaborés	Les textes réglementaires relatifs à l'imposition du commerce électronique sont disponibles			DFLC
--	---	---	--	--	------

↳ **Extrant 1.1.4: Prise en compte du secteur informel amélioré**

Élaborer les plans de communication interne et externe sur la prise en charge améliorée du secteur informel	La communication verbale sur les conclusions de l'étude sur la fiscalisation du secteur informel est élaborée	Le plan de communication sur la prise en charge améliorée du secteur informel est disponible	Non réalisé	<i>Aucun plan élaboré</i>	CRPC
Mettre en œuvre les conclusions de l'étude sur la fiscalisation du secteur informel	Le projet de loi concernant les activités relevant de l'impôt synthétique est élaboré en mettant un focus sur l'orpaillage traditionnel	Le texte relatif à la fiscalisation du secteur informel est disponible y compris l'orpaillage traditionnel	Réalisé	<i>Application du taux de 3% dans tous les secteurs relevant de l'impôt synthétique. Taux de 5% à l'orpaillage traditionnel</i>	DLFC
Elaborer la base taxable dans les secteurs miniers et de la communication	La base taxable dans le secteur minier est élaborée	La base taxable dans le secteur minier est élaborée			DLFC

↳ **Extrant 1.1.5: Déconcentration des services poursuivie**

Élaborer les plans de communication interne et externe sur les services déconcentrés		Loi sur la réforme organisationnelle a été votée	Réalisé	<i>Décrets N°2019-0978/P-RM.2019-0980/P-RM et 2019-0982/P-RM du 19 Déc 2019. Site Intranet de la DGI</i>	CRPC
Diffuser les textes adoptés sur la déconcentration des services		Les textes sur la déconcentration ont été signés et diffusés.	Réalisé	<i>Décrets N°2019-0978/P-RM.2019-0980/P-RM et 2019-0982/P-RM du 19 Déc 2019. Site Intranet de la DGI</i>	CRPC
Mettre en place un comité pour procéder au transfert des dossiers de l'ex-DME à la DGE et de la DGE aux CIME1 et CIME2	La Décision de création est prise	Une comité a été mise en place par Décision du DGI			Bureau Audit/DID/DI
Élaborer les plans de communication interne et externe sur les services déconcentrés	Plan de communication sur la Loi portant sur la réforme organisationnelle de la DGI préparé.	Plan de communication disponible			CRPC/DFLC/DPFP
Diffuser les textes adoptés sur la déconcentration des services		Textes diffusés			CRPC/DFLC/DPFP
Confier aux responsables des services de gestion		Le nombre de rapports de contrôle de premier niveau déposés	-1 <sup>er</sup> Trimestre : 12 ;	<i>Toutes les Cellules et Directions ont déposées les rapports de contrôle de premier niveau 2025</i>	BAC

opérationnelle des actions de contrôle de premier niveau			-2 <sup>ème</sup> Trimestre : 22 ;		
			-3 <sup>ème</sup> Trimestre : 20 ;		
			-4 <sup>ème</sup> Trimestre : 09		
Suivre le transfert des contribuables entre les structures opérationnelles		Le nombre de dossiers transférés	Le nombre de Contribuable transféré vers DGE/ 92		BAC
↳ <b>Résultat attendu 1.2: Renforcement optimisé des activités de vérification (contrôle fiscal), d'enquête et recherches</b>					
↳ <b>Résultat 1.2.1: Renforcement de la DREACV (réf. réforme de la DGI et plan sur le civisme fiscal) effectuée</b>					
Renforcer les capacités des agents des Divisions Enquêtes et Recherche sur les procédures de recherche et d'enquêtes fiscales	Identifier les modules de formation basés sur la mise en place d'unités opérationnelles d'échange de renseignements communiqués par le CREDAF	Les capacités des cadres de la DREACV désignés pour participer à l'atelier ont été renforcées	Réalisé	<i>l'activité de formation a été réalisée, toutefois, l'unité n'est pas mise en place</i>	D PFP/DREACV
Renforcer les capacités des vérificateurs sur divers thèmes	Identifier les thèmes des formations et les agents à former	Modules de formation élaborés	Partiellement réalisé	<i>Partiellement réalisé</i>	D PFP/DREACV

Mettre en place un mécanisme de suivi et d'exploitation des renseignements	Préparer le mécanisme crédible et efficace de suivi et l'exploitation des renseignements	Mécanisme crédible et efficace de suivi et l'exploitation des renseignements disponible	Pas réalisé	<i>L'instruction prévoit de mécanisme toutefois, le résultat est faible</i>	DREACV
Collecter les renseignements sur les clients et fournisseurs des plus grandes entreprises qui n'ont pas déposé ces états financiers	Exploiter et traiter les annexes 1.1 de la TVA déductible	Les annexes 1.1 de la TVA déductible ont été exploitées et traitées	Réalisé	<i>les annexes 1.1 de la TVA déductible sont exploitées et transmises aux structures opérationnelles</i>	DREACV
Etablissement et transmission des bulletins de renseignement	Etablir et transmettre les bulletins de renseignements	Nombre de bulletins de renseignements établis et transmis	Réalisé	<i>350 BR ont été en 2024-2025 sur les renseignements concernant 2023</i>	DREACV
Appliquer le droit d'enquêtes spéciales en matière de TVA	Préparer les dossiers d'enquêtes spéciales en matière de TVA	Nombre de dossiers d'enquêtes spéciales en matière de TVA programmés	Réalisé	<i>100 dossiers d'enquête spéciales en matière de TVA programmées en 2024-2025</i>	DREACV
Élaborer les plans de communication interne et externe sur la réforme organisationnelle de la DGI incluant la réorganisation de la SDREAV		Loi sur la réforme organisationnelle a été votée	Réalisé	<i>Décret N°2019-0979/P-RM du 19/12/2019 portant cadre organique de la DGI-DREACV est diffusé</i>	CRPC/DFLC

	Élaborer les plans interne et externe de communication sur la réforme organisationnelle à mettre en œuvre à la DGI	Loi sur la réforme organisationnelle a été votée	Réalisé	<i>Plan est élaboré et mise en œuvre</i>	
--	--	--	---------	--	--

☞ **Orientation stratégique 2 : Favoriser un environnement propice au civisme fiscal**

☞ **2. 1 Maîtrise confirmée de SIGTAS**

☞ **2.1.1 Méthodes standardisées pour le toilettage et le maintien des données sur les contribuables**

Élaborer la liste actualisée des contribuables actifs	Identifier la liste actualisée des contribuables actifs	Liste actualisée des contribuables actifs disponible	Réalisé	<i>Les gestionnaires de la DGE, des Centres de la DID et ceux des Centres informatisés des DRI ont été formés pour le toilettage des données</i>	DI/CRPC
Elaborer et suivre une stratégie de toilettage des données dans SIGTAS	Etablir une stratégie de toilettage des données dans SIGTAS	Stratégie de toilettage des données dans SIGTAS est disponible	Réalisé	<i>Les gestionnaires de la DGE, des Centres de la DID et ceux des Centres informatisés des DRI ont été formés pour le toilettage des données</i>	DI/CRPC

Standardiser les méthodes pour le toilettage et le maintien des données sur les contribuables.	Standardiser les méthodes pour le toilettage et le maintien des données sur les contribuables.	11 méthodes standardisées pour le toilettage sont diffusées	Réalisé	<i>Les gestionnaires de la DGE, des Centres de la DID et ceux des Centres informatisés des DRI ont été formés pour le toilettage des données</i>	DI/CRPC
Élaborer la liste actualisée des contribuables actifs	Élaborer la liste actualisée des contribuables actifs	La liste des contribuables actifs actualisée a été mise en ligne sur le site web de la DGI.	Réalisé	<i>Les gestionnaires de la DGE, des Centres de la DID et ceux des Centres informatisés des DRI ont été formés pour le toilettage des données</i>	DI CRPC
<b>↳ 2.1.2 Renforcement des compétences des agents sur SIGTAS effectué</b>					
Réaliser des missions d'appui dans les structures pour les agents à maîtriser SIGTAS		Le nombre d'agents formés à SIGTAS	Réalisé	<i>Formation des titulaires de poste nouvellement nommés à la DGE, à la DID et dans les DRI.</i>	DI
	Tous les Centres des Impôts de Bamako ont été appuyés dans la prise en charge des fiches de recensement du foncier pour les grandes artères.	Nombre d'agents formés	Réalisé	<i>Amélioration accentuée de l'immatriculation des contribuables dans SIGTAS.</i>	DI

	Les gestionnaires des Centres des Impôts de Bamako ont reçu un appui rapproché dans la prise en charge du Contrôle Sur Pièces (CSP) dans SIGTAS.	Nombre de gestionnaire formés	Réalisé	<i>Formation des gestionnaires de la DGE, des centres des impôts du District de Bamako et ceux des Centres informatisés de Koulikoro, Sikasso, Bougouni, Koutiala.</i>	DI
	Les agents de poursuite des Centres des Impôts de Bamako ont également été appuyés dans la procédure de création et de gestion des dossiers de poursuite.	Nombre d'agents formés	Réalisé	<i>Formation des titulaires nommés à la DGE, à la DID et dans les DRI</i>	DI
	Le Centre des Impôts des Moyennes Entreprises (CIME 2 – Rive Gauche) a reçu un appui rapproché dans l'édition des défaillants dans SIGTAS et l'utilisation de Outlook pour la relance des contribuables défaillants.	Nombre d'agents formés	Réalisé	<i>Formation des gestionnaires de la DGE, des centres des impôts du District de Bamako et ceux des Centres informatisés des DRI de Koulikoro, Sikasso, Bougouni, Koutiala.</i>	DI
Appuyer les services à utiliser les modules de	Nombre de rencontres tenues	Le planning des rencontres est disponible	Non réalisé		DI

vérification, contentieux et exonération					
Organiser des rencontres thématiques par poste de travail avec les services opérationnels et les contribuables	Le nombre de rencontres est tenu	Le planning des rencontres est disponible	Réalisé	<i>Formation des titulaires de poste nouvellement nommés à la DGE, à la DID et dans les DRI.</i>	DI
Livrer toutes les fonctionnalités de SIGTAS	La liste des fonctionnalités	Le module télé services est disponible dans SIGTAS	En cours	<i>La faillite de l'éditeur de SIGTAS a stoppé les projets digitaux et imposé des mesures palliatives pour protéger le système actuel (projet de remplacement).</i>	CTSF
<b>↳ 2.1.3. Suivi du contrôle interne à distance dans SIGTAS</b>					
Evaluer la performance des indicateurs de gestion et faire des recommandations nécessaires		Le nombre d'indicateurs de gestion évalués	Dix-neuf (19) structures opérationnelles ont fait l'objet de contrôle à distance avec six (06) indicateurs de gestion.  51 (lié au nombre de	Néant	BAC

			contribuable attendu)		
Suivre la mise en œuvre des recommandations des missions de contrôles internes	Nombre de structures contrôlées à distance	Le nombre d'indicateurs de performance évalués	06	Néant	BAC
		Le nombre de recommandations mises en œuvre		Néant	BAC
	Nombre de dysfonctionnements identifiés et corrigés.	Le nombre de dossiers constitués	19 dossiers	Néant	BAC
		hNombre de rapports de surveillance à distance		Néant	
Constituer et mettre à jour les dossiers permanents sur chaque structure Contrôlée à distance				Néant	
Assurer les passation de service		Le nombre de passations effectuées	06	Néant	
<b>↳ Résultat attendu 2.2: Amélioration accentuée de l'immatriculation des contribuables dans SIGTAS</b>					
<b>↳ Extrait 2.2.1: Gestion de l'immatriculation du contribuable améliorée</b>					

Élaborer les plans de communication (interne et externe) sur l'immatriculation améliorée des contribuables		Aucun	Non réalisé	<i>Fonctionnalité a été développée par SIGTAS. Rendre obligatoire l'adhésion à e-impôt</i>	CRPC
Interconnecter la structure qui crée le NINA avec les services utilisateurs	Le nombre de structures interconnectées	Les structures utilisatrices du NINA sont interconnectées	Réalisé	<i>Amélioration accentuée de l'immatriculation des contribuables dans SIGTAS.</i>	DI
Attribuer un NINA à tous les contribuables déjà identifiés par le NIF	Le nombre de contribuables ayant reçu un NINA	Tous les contribuables immatriculés possèdent un NINA	Réalisé	<i>Amélioration accentuée de l'immatriculation des contribuables dans SIGTAS.</i>	DI
Procéder au chargement du NINA dans les applications informatiques des services utilisateurs	Le nombre de services utilisant le NINA	Liste des applications concernées	Réalisé	<i>Le module immatriculation en ligne a été développé et livré à la Cellule des télé services</i>	DI
Informar les contribuables du transfert du NIF vers le NINA	Le plan de communication est disponible	Nombre de communications	Réalisé	<i>Le module immatriculation en ligne a été développé et livré à la Cellule des télé services</i>	DI

Élaborer les plans de communication (interne et externes) sur l'immatriculation améliorée des contribuables		Plan de communication disponible	Non réalisé	<i>Fonctionnalité a été développée par SIGTAS. Rendre obligatoire l'adhésion à e-impôt. En cours à la DLFC</i>	CRPC/DI
<b>Extrant 2.2.2: Transfert du NIF vers le NINA effectué</b>					
Élaborer les plans de communication (interne et externes) sur le transfert du NIF vers le NINA		Aucun	Non réalisé	<i>En attente d'une mise à jour dans SIGTAS avec le système de l'API. En cours à la DLFC</i>	CRPC /DI
<b>↳ Extrant 2.2.3 : Révision des textes fiscaux sur les petites entreprises effectuées.</b>					
Imposer à l'IS/IBIC les Associations et ONG qui s'adonnent à des activités commerciales ou qui sont attributaires de marchés publics	Les Associations et ONG qui mènent des activités commerciales ou qui sont attributaires de marchés publics sont assujetties à l'IS/IBIC.	La loi portant assujettissement des Associations et ONG qui menant des activités commerciales attributaires de marchés publics à l'IS/IBIC est disponible.	Réalisé		DLFC
<b>↳ Résultat attendu 2.3: Changement constaté dans la prise en charge de la gestion des exonérations fiscales et des émissions des impôts dans SIGTAS</b>					
<b>↳ 2.3.1. Plan d'encadrement des exonérations fiscales adoptés</b>					

Élaborer le plan de communication et une stratégie d'encadrement des exonérations		Textes disponibles diffusés	Réalisé	<i>Tous les documents sur l'exo sont validés. Gestion de l'exo dans SIGTAS non débutée. Aucun plan de communication n'est élaboré</i>	CRPC
Établir la liste des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS		Liste disponible	Réalisé	<i>la liste des agents a été fournie par le Directeur de la législation Fiscale et du Contentieux, la formation a été dispensée aux agents concernés par la DI</i>	CRPC
Élaborer le calendrier des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS			Non réalisé	Néant	CRPC
Elaborer le rapport sur les exonérations dans SIGTAS	Disponibilité du module d'exonération	Le rapport sur les exonérations est disponible	Réalisé	Néant	DPES
Élaborer le plan de communication et une stratégie d'encadrement des exonérations		Textes disponibles diffusés	Réalisé	Néant	CRPC/DPES/DFLC

Élaborer le calendrier des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS		Disponible mais n'a pas été intégrée dans l'intranet	En cours	<i>Un stock important d'arrêtés d'exonération existe dans les structures opérationnelles. Il est en cours de traitement</i>	DPFP
Informatiser l'octroi des exonérations fiscales	La procédure d'octroi des exonérations fiscales est informatisée	la procédure d'octroi des exonérations fiscales est disponible	Réalisé	<i>la procédure informatisée d'octroi des exonérations fiscales n'est pas effective</i>	DFLC
Faire le point de la mise en œuvre du dispositif régissant les exonérations fiscales et douanières	Le point de la mise en œuvre du dispositif régissant les exonérations fiscales et douanières est fait	le point de mise en œuvre du dispositif régissant les exonérations fiscales et douanières est disponible	Réalisé	<i>Le personnel chargé du traitement des demandes d'exonération fiscale a été initié à l'utilisation de la procédure dans SIGTAS</i>	DFLC
Valider le guide de contrôle des sociétés minières	Le guide de contrôle des sociétés minières est validé	Le guide de contrôle des sociétés minières est disponible	Réalisé	<i>Guide de contrôle des sociétés minières ont été mis à la disposition du personnel</i>	DFLC
Évaluer la situation des exonérations attribuées		Situation des exonérations attribuées évaluée	Réalisé	<i>Le rapport sur les dépenses fiscales est régulièrement produit</i>	DPES

Diffuser la liste des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS	Le module est développé dans SIGTAS. La liste des agents à former est diffusée.	La liste des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS disponible	Réalisé	<i>La formation a concentré dans un premier temps les agents de la DLFC au niveau central, ensuite les agents en service au niveau de la Division Contentieux Fiscal de la DID.</i>	DPFP/CRPC
Diffuser le calendrier des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS	Le calendrier de formation a fait l'objet d'une diffusion en version papier et à travers le site intranet.		Réalisé		DPFP/CRPC
Soumettre aux taux réduits de TVA certains produits	Certains produits sont à soumettre au taux réduit de la TVA	Le projet de texte est disponible	Réalisé	<i>Application du taux réduit de TVA sur certains biens aux paravent exonérés.</i>	DLFC
Asseoir une véritable fiscalité foncière	Le projet de Loi instituant la taxe foncière est élaborée	Le projet de texte est disponible	Réalisé	<i>La taxe foncière a été élaborée par la Direction Générale du Domaine et du Cadastre</i>	DLFC
<b>↳ Extrait 2.3.2: Prise en charge des erreurs d'émissions effectuée</b>					
Établir la liste des problèmes d'émissions issus de SIGTAS	Nombre de problèmes d'émission relevés dans SIGTAS	Une liste de 14 problèmes intégrée dans l'intranet	Réalisé	<i>La liste des erreurs a été diffusée dans l'intranet ainsi que les solutions pour les résoudre</i>	CRPC

Prendre en charge la gestion des erreurs d'émission dans SIGTAS	Nombre d'erreurs d'émission dans SIGTAS	8 points spécifiques de blocage liés aux erreurs d'émission ont été pris en charge dans SIGTAS 3.0	Réalisé	<i>La liste des erreurs est diffusée dans l'intranet, au fur et à mesure que les problèmes soulevés seront résolus, la diffusion sera faite à travers l'intranet</i>	CRPC
Diffuser le calendrier des agents à former à la correction des émissions dans SIGTAS	La liste des agents à former à la correction des émissions dans SIGTAS est diffusée.	La liste des agents à former à la correction des émissions dans SIGTAS est diffusé	Réalisé	<i>Cette formation a concerné les chefs de division, les gestionnaires, les receveurs et les agents de poursuites de la DGE également les chefs de centres, chefs de gestion, gestionnaires, Receveurs et agents de poursuite de la DID.</i>	CRPC
Editer la liste des erreurs d'émissions		Liste des erreurs d'émission éditée			Structures d'assiettes
Corriger les erreurs d'émissions		Nombre d'erreurs d'émissions corrigé			Structures d'assiettes
<b>↳ Résultat attendu 2.4: Recouvrement amélioré des impôts</b>					
<b>↳ Extrait 2.4.1: Mise à jour des méthodes de recouvrement complétée</b>					
La stratégie de recouvrement des impôts, droits et taxe est élaborée	Chaque structure de recette utilise la stratégie de recouvrement élaboré et adoptée	Une stratégie de recouvrement unifiée adoptée est disponible	Réalisé	<i>Le plan a été présenté aux cadres de la DGI lors de la réunion d'urgence des 28-29 Août 2025</i>	CAR

Les outils de suivi du recouvrement conçus et validés sont utilisés	Chaque structure de recette utilise les outils de gestion conçus et validés	Nombre d'outils de suivi conçus	Réalisé	<i>Les receveurs n'ont pas utilisé les outils de recouvrement validés mis à leur disposition</i>	CAR
L'utilisation des outils de suivi du recouvrement est évaluée	Les outils de suivi utilisés sont transmis à la CAR	Nombre d'outils de suivi renseignés reçus des structures de recettes	Non réalisé	<i>Aucune évaluation des outils de suivi du recouvrement n'a été faite auprès des structures</i>	CAR
Les procédures de recouvrement sont régulièrement suivies	Les procédures de recouvrement sont respectées dans chaque structure de recettes	100% des procédures appliquées sont conformes dans chaque structure de recettes	Non réalisé	<i>Les procédures de recouvrement n'ont pas l'objet spécifique de suivi en 2025</i>	CAR
Le suivi des restes à recouvrer se fait régulièrement	Les restes à recouvrer sont dégagés et crédibles par structure	Nombre de restes à recouvrer produit par les structures	Réalisé	<i>Le suivi des restes à recouvrer fiables n'est possible que suite au nettoyage effectif des données et la prise en charge de toutes les décisions de dégrèvement,</i>	CAR
Les actions de recouvrement sont suivies et appuyées à la demande des structures	Les demandes d'appui sont sollicitées par les structures	Nombre de demandes sollicitées	Réalisé	<i>Appui a été donné à ces structures à travers des BE transmis sous signature du Directeur Général des Impôts au Directeur Général du Trésor et de la comptabilité Publique</i>	CAR

Le suivi et l'appui des structures se font dans le traitement des incidents	Les incidents sont rapportés à la Cellule par les structures de recettes	Nombre d'incidents rapportés à la Cellule	Réalisé	<i>Les incidents de recouvrement sont rarement reportés à la Cellule</i>	CAR
Le suivi et l'appui des structures se font dans le traitement des avis tiers détenteur (ATD)	Les avis à tiers détenteurs (ATD) sont élaborés et déposés par chaque structure auprès de la RGD, des banques et des tiers	Nombre de copies d'ATD transmis pour exécution par structure	Réalisé	<i>100% des copies des avis à tiers</i>	CAR
Le suivi du recouvrement des titres de perception est assuré pour chaque structure de recettes	Les titres de perception sont recouverts par structure	Nombre de titres de perception recouverts sur nombre de titres de perception produits	Réalisé	<i>Les copies des titres de perception de la DID et des régions ne sont pas transmises à la Cellule</i>	CAR
Le suivi de la prise en charge des déclarations de recettes est assuré	Les déclarations de recettes et avis de crédit sont pris en charge par les structures à bonne date et correctement	Nombre de DR et AC reçus et pris en charge par structure	Réalisé	<i>La situation globale des DR-AC par structure en 2025 est en cours de traitement</i>	CAR
L'évaluation des côtes irrécouvrables est faite pour la DGI	Les côtes irrécouvrables par structures sont élaborées	Nombre de côtes irrécouvrables produit par les structures	Réalisé	<i>Aucune évaluation des cotés irrécouvrables n'a pu être faite</i>	CAR
Le suivi des demandes d'admission en non-valeur est assuré	Les demandes d'admission en non-valeur	Nombre de demandes d'admission en non-valeur transmises à la Cellule	Réalisé	<i>Aucune demande d'admission en non-valeur n'a été reçue des structures de recettes,</i>	CAR

	par structures sont rédigées				
L'élaboration des rapports d'activités périodiques est faite	Le rapport d'activités de la CAR est élaboré	Nombre de rapports d'activité élaborés	Réalisé		CAR
Les outils de suivi du recouvrement renseignés par les structures de recettes sont centralisés, analysés et commentés	Les outils de suivi utilisés sont transmis à la CAR	Nombre d'outils de suivi transmis à la CAR	Non réalisé	<i>Aucune mission n'a été confiée à la CAR en 2025 pour évaluer l'utilisation des outils de suivi du recouvrement auprès des structures</i>	CAR
Compléter les méthodes de recouvrement		Aucun	Non réalisé	<i>La procédure de recouvrement dans SIGTAS est complétée</i>	CRPC
Diffuser les procédures de recouvrement adoptées		Aucun	Non réalisé	<i>La procédure de recouvrement complétée dans SIGTAS n'est pas mise à la disposition de la CRPC pour être diffusée</i>	CRPC
Compléter les méthodes et procédures de recouvrement		Procédures de recouvrement dans SIGTAS complétée	Non réalisé		DLFC ; CAR ; DI

Mettre en place un dispositif d'apurement des RAR					CAR
<b>➤ Résultat attendu 2.5: Optimisation améliorée des nouvelles technologies dans la gestion des impôts</b>					
<b>↳ Extrait 2.5.1: Systèmes informatiques fonctionnels</b>					
L'expression du besoin de rendre automatique le traitement des déclarations de recettes et avis de crédit est faite et adressée à la hiérarchie	La plateforme partagée de traitement des Dr et AC est accessible à la RGD et la DGI	Une plateforme de partage des informations relative aux déclarations de recettes et aux mandats en paiements est fonctionnelle	Réalisé	<i>Toutefois il faut noter que le traitement des avis de crédit et déclarations de recettes demeure toujours manuel</i>	CAR
Rendre opérationnelles les nouvelles fonctions (vérification-gestion du contentieux-gestion de l'exonération) de SIGTAS.	la fonction vérification est opérationnelle ; La fonction gestion de l'exonération est validée		Réalisé	<i>A l'exception de la fonction vérification dans DIGTAS qui est opérationnelle, les fonctions contentieux et exonérations ne le sont pas,</i>	CRPC
Un mécanisme de prise en charge des stocks de DO est mis en place dans les structures	Le mécanisme de prise en charge des stocks de décision de dégrèvement est adopté et mis en œuvre	Nombre de tableaux de bord renseignés	Réalisé	<i>La CAR n'a aucun moyen de suivre la prise en charge effective des décisions de dégrèvement par structure, Cette fonction n'est pas automatique dans SIGTAS</i>	CAR

<p>Le mécanisme de prise en charge des anciens stocks mis en place dans les structures est évalué</p>	<p>Le mécanisme de prise en charge des DO est évalué</p>	<p>Un plan de mise en œuvre est élaboré</p>	<p>Réalisé</p>	<p><i>L'analyse du suivi qualitatif et quantitatif des décisions de dégrèvement pourrait accompagner le rapport pour informer la hiérarchie des décisions à prendre sur le plan législatif, pédagogique et autre,</i></p>	<p>CAR</p>
<p>Poursuivre le développement et la maintenance</p>		<p>L'architecture cible du réseau est élaborée</p>	<p>Réalisé</p>	<p><i>La création de la plateforme pour les besoins de recoupement de la DREACV L'amélioration de la plateforme de délivrance du quitus fiscal en ligne (e-quitus) La création de la plateforme e-liasses fiscales</i></p>	<p>DI</p>
<p>↪ <b>Extrant 2.5.2: Informatisation des structures complétées</b></p>					

<p>Communiquer sur l'informatisation complète des structures de Sikasso, Koutiala et de Bougouni</p>		<p>Informatisation de 3 Structures à compléter</p>	<p>Réalisé</p>	<p><i>L'information des nouvelles régions a fait l'objet d'un avis d'information à travers les sites intranet et web de la DGI Mieux, dans le n° 38 de la revue "Impôt-com" un article a été consacré à l'informatisation de ses régions avec des illustrations en images, Par ailleurs, le Ministre de l'Economie et des Finances, par courrier, a informé son collègue de Décentralisation de la mise en œuvre de cette activité,</i></p>	<p>DI/CRPC</p>
<p>Élaborer la liste des agents à former aux procédures et</p>		<p>Aucun</p>	<p>Réalisé</p>	<p><i>Formation réalisation par les agents de la Direction de l'informatique</i></p>	<p>CRPC</p>
<p>Diffuser le calendrier de formation des agents.</p>		<p>Aucun</p>	<p>Réalisé</p>	<p><i>Aucune information à diffuser concernant les 3 structures ciblées,</i></p>	<p>CRPC</p>

Faire l'actualité relative aux nouveaux centres informatisés		Oui	Réalisé	<i>Dans le 38 de la revue "Impô-com" un article a été consacré à l'informatisation de ses régions avec des illustrations en images,</i>	DI/CRPC
Evaluer l'appropriation des nouvelles fonctions SIGTAS à travers un sondage		Aucun	Non réalisé	<i>Cette activité était prévue courant 2025 mais n'a pas été réalisée</i>	DI/CRPC
Poursuivre le développement et la maintenance	l'informatisation des structures		Réalisé	<i>-La création d'une plateforme de suivi des recouvrements des impôts pour les besoins de la CAR, -L'information de quatre nouveaux centres des impôts (Koulikoro, Sikasso, Bougouni, Koutiala), -L'interfaçage pour l'échange automatique entre les systèmes d'information SIGTAS de la DGI et AICE2 de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), concernant les données des émissions d'impôts et taxes, -La mise à niveau de la sécurité du système d'information de la DGI.</i>	DI

<p>Organiser des formations de renforcement de capacité du personnel de la DI en 2025, trois chefs de section de la DI ont bénéficié d'une formation sur l'utilisation de la plateforme e-liasses fiscales.</p>	<p>Les formations de renforcement de capacité du personnel de la DI</p>	<p>Les formations de renforcement de capacité du personnel de la DI sont organisées</p>	<p>Réalisé</p>	<p><i>La formation de trois Chefs de section</i> <i>Le renforcement de la DI en équipements et logiciels de sécurité pour la gestion de la continuité des activités</i></p>	<p>DI</p>
<p>Mettre en place les éléments essentiels de la gestion des risques liés aux TIC. Comme éléments essentiels de la gestion des risques liés aux TIC, la DI dispose d'une cartographie des risques dont elle suit la mise en œuvre. Avec la lecture en cours du décret portant organisation et fonctionnement de la DGI, il est prévu la création d'une division consacrée à la sécurité informatique. Cette</p>	<p>Les éléments essentiels de la gestion des risques liés aux TIC</p>	<p>Les éléments essentiels de la gestion des risques liés aux TIC sont effectués</p>	<p>Réalisé</p>	<p><i>La formation de trois Chefs de section</i> <i>Le renforcement de la DI en équipements et logiciels de sécurité pour la gestion de la continuité des activités</i></p>	

réforme aura l'avantage d'asseoir une véritable stratégie de gestion des risques liés aux TIC en conformité avec les bonnes pratiques.					
Actualiser le programme de gestion de la continuité des activités en lien avec les recommandations du Ministre de l'Economie et des Finances (MEF). Cette activité a connu un niveau de réalisation satisfaisant avec le renforcement des équipements et logiciels de gestion de la continuité des activités dont il convient de poursuivre et actualiser de façon continue.	Le programme de gestion de la continuité des activités en lien avec les recommandations du Ministre de l'Economie et des Finances (MEF)	Le programme de gestion de la continuité des activités en lien avec les recommandations du Ministre de l'Economie et des Finances (MEF) est réalisé	Réalisé	<i>La formation de trois Chefs de section</i> <i>Le renforcement de la DI en équipements et logiciels de sécurité pour la gestion de la continuité des activités</i>	DI
Connecter les sites de Koulikoro, Sikasso, Bougouni, Koutiala et Niono.	Contrat de prestation pour la connexion des sites	Les sites sont connectés au niveau de la DGI	Réalisé		DI

Mettre en place les données de base	Plan de collecte des données de base	Le nombre de dossiers et comptes créés dans SIGTAS			DI
Configurer et installer les équipements	Liste des équipements	Les équipements sont disponibles			DI
Former les utilisateurs	Plan de formation	La liste des acteurs à former			DI
<b>↳ Résultat attendu 2.6: Gestion optimisée des dossiers de réclamation en contentieux et en gracieux</b>					
<b>↳ Extrait 2.6.1 : Gestion du délai de traitement d'une réclamation améliorée</b>					
L'expression de besoin de prise en charge automatique des décisions de dégrèvement faite est transmise à la hiérarchie	L'expression du besoin de la pris en charge automatique décisions de dégrèvement est faite	Pourcentage des décisions de dégrèvement prises en charge par rapport au nombre de décisions de dégrèvement produites	La situation globale des décisions de dégrèvement produite est disponible alors que le nombre de DO prises en charge n'est disponible	<i>La prise en charge est opérationnelle dans certaines structures mais pas automatique</i>	<b>CAR</b>
Actualiser les normes de la DGI (celles de traitement des dossiers de réclamation incluses).	L'expression du besoin	38 normes sont actualisées, sous 8 grandes rubriques. Elles sont diffusées à l'interne et à l'externe	Réalisé	<i>Les normes sont validées et diffusées via intranet et internet. La norme de traitement des dossiers de réclamation est fixée à 60 jours.</i>	CRPC/DLFC

Valider et diffuser les normes.		1000 affiches des normes dont 500 encadrées	Réalisé	<i>1000 affiches Encadrées des normes et de la charte du contribuable ont été distribuées depuis 2021</i>	CRPC
Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication sur les normes actualisées.	Néant	Néant	Non réalisé	<i>La version numérique set disponible sur le site web de la DGI.</i>	CRPC
L'expression de besoin de prise en charge automatique des décisions de dégrèvement faite est transmise à la hiérarchie	L'expression du besoin la prise charge automatique de décisions de dégrèvement est faite	Pourcentage de décisions de dégrèvement produites par rapport au nombre de décisions de dégrèvement prises en charge effectivement	Réalisé	<i>La prise en charge est opérationnelle dans certaines structure mais pas automatique</i>	CAR/DLFC
Traiter les réclamations des contribuables dans les délais légaux	Les réclamations des contribuables sont traitées dans les délais légaux	Les droits du contribuable sont garantis par le recours hiérarchique ou juridictionnel à partir de la notification de la décision par l'Administration fiscale.	Réalisé	<i>le délai est de deux (2) mois</i>	DI/DLFC

Corriger systématiquement les erreurs d'émission des contribuables.	Les erreurs matérielles d'imposition sont prises en charge dans le système.	Les erreurs de saisie sont prises en charge dans le système.	Réalisé	<i>les services en charge du contentieux procèdent au dégrèvement des erreurs matérielles à la suite de la réclamation formulée par le contribuable ou le mandataire</i>	DLFC
Evaluer le stock des DO au niveau de la DID et de la DGE	L'évaluation du stock de DO à la DID et DGE doit être quantifiée	Le stock doit être déterminé	Non Réalisé	<i>Aucun rapport de la DID ou la DGE n'est disponible pour déterminer le montant des Restes à Recouvrer</i>	DLFC
<b>↳ Résultat attendu 2.7: Modernisation effective des services aux contribuables</b>					
<b>↳ Extrait 2.7.1: Compétences et capacités des agents du BAC développées selon le genre</b>					
Implémenter les télédéclarations et les téléconsultations		Les télé déclarations et les téléconsultations sont disponibles	Réalisé	<i>La CTF poursuit ses activités de généralisation des télé services à tous les contribuables par le suivi du développement des solutions mobiles et des applications de digitalisation des vignettes et timbres fiscaux</i>	DI/CTSF

Instituer la procédure de certification des états financiers	La procédure de certification des états financiers est instituée	L'annexe fiscale instituant la procédure de certification des états financiers est disponible	Réalisé	<i>Les états financiers sont certifiés</i>	DLFC
Former les agents et les contribuables sur la télé déclaration et télé consultations		La formation des agents et les contribuables est réalisée	Réalisé	<i>Des sessions de formations dédiées aux membres de l'ONECCA, de l'OCF et des agents de l'administration des impôts sur l'usage de la plateforme E-liaise.</i>	CTSF
Rendre les télé services opérationnels		Les contribuables de la DGE sont informés de la disponibilité des télé services	Réalisé	<i>La CTF a poursuivi son appui aux structures opérationnelles et les contribuables dans l'exploitation des plateformes digitales, notamment les plateformes E-Quitus, Télépaiement et E-Impôt.</i>	CTSF
Élaborer le plan de communication pour les agents des BAC	Nombre d'agents de BAC concerné	le plan de communication pour les agents des BAC est élaboré	Non réalisé	<i>Aucune liste n'est disponible L'activité n'a pas débuté en raison des multiples affectations survenues.</i>	CRPC

Établir la liste des agents titulaires du BAC à former selon le genre	La liste disponible doit être actualisée		Non réalisé	<i>La valorisation du métier de préposé au BAC est une condition préalable pour la réussite des activités BAC.</i>	CRPC
Diffuser le calendrier de formation des agents du BAC	Le calendrier n'est pas disponible		Non réalisé		CRPC
Diffuser la décision de valorisation de la fonction service aux contribuables	Aucune décision nouvelle n'est disponible		Non réalisé	<i>Malgré l'existence d'une disposition relative à l'intéressement des agents, la motivation fait défaut. Les dispositions actuelles méritent d'être révisées pour valoriser la fonction du BAC. Par exemple, en faire un passage obligé pour obtenir une promotion.</i>	CRPC

Diffuser le <b>manuel</b> outils de performance du BAC			Non réalisé	<i>Dans le cadre de la mise en œuvre de Nola GAR, un outil de performance peut être conçu et mise en œuvre, suivi d'une évaluation.</i>	CRPC
Établir la liste des agents titulaires du BAC à former selon le genre		La liste disponible doit être actualisée	Non réalisé	<i>La valorisation du métier de préposé au BAC est une condition préalable pour la réussite des activités BAC.</i>	Structures d'assiettes/CRPC
Diffuser le calendrier de formation des agents du BAC		Le calendrier n'est pas disponible	Non réalisé		CRPC
Organiser le lancement officiel des télé services		Parmi les 115 000 visiteurs, on a noté 59000 utilisateurs actifs, 56000 nouveaux utilisateurs, donc 115000 internautes ont consulté le site Web de janvier à décembre 2025, la page E-impôt a enregistré 31832 vues	Réalisé	<i>Le site fait sa propre promotion depuis sa mise en ligne, grâce à un bon référencement. Les rubriques les plus consultés sont : les e-impôt, les impôts payés ainsi que les services en ligne</i>	CTSF

Diffuser la décision de valorisation de la fonction service aux contribuables		Aucune décision nouvelle n'est disponible	Non réalisé	<i>Malgré l'existence d'une disposition relative à l'intéressement des agents, la motivation fait défaut. Les dispositions actuelles méritent d'être révisées pour valoriser la fonction du BAC. Par exemple, en faire un passage obligé pour obtenir une promotion.</i>	CRPC
<b>↳ Extrait 2.7.2: Nouveau services personnalisés aux contribuables disponibles</b>					
Le solde des comptes d'impôts des contribuables est directement accessible en ligne	La situation globale des comptes est accessible aux contribuables en ligne	Nombre de comptes d'impôt consultés	Réalisé	<i>Situation disponible à la CTF</i>	CAR
Le service de paiement en ligne est étendu à tous les contribuables des grandes, moyennes et petites entreprises	Les paiements spontanés sont promus	100% des paiements en ligne des grandes et des moyennes entreprises. 75% des petites moyennes et autres	Réalisé	<i>Situation disponible à la CTF</i>	CAR
L'e-quitus est accessible aux contribuables en ligne	Les quitus sont facilement obtenus	Nombre de quitus délivrés	Réalisé	<i>Le quitus a été informatisé</i>	CAR

Améliorer l'accueil au niveau des structures		4 bureaux d'accueil adéquatement aménagés (DGI-DGE-DID-CIME	Réalisé	<i>La plupart du bureaux d'accueil nécessitent une rénovation et un réaménagement.</i>	CRPC
Organiser le lancement officiel des télés services		12644 5Internautes ont consulté le site Web de janvier à décembre 2023			CTSF/CRPC
Organiser les focus groupes pour informer les contribuables et les partenaires des CIME1 et CIME2 de la DID	Les focus groupes sont organisés		Réalisé		CTSF/CRPC
<b>↳ Extrait 2.7.3: Stratégie d'accompagnement des entreprises en difficulté opérationnelle</b>					
Faire une Cartographie des risques pour détecter précocement la défaillance pour les entreprises	37 risques majeurs identifiés donnent des indices de détection des entreprises en difficulté		Non réalisé	<i>La cartographie des risques a été mise en place l'implication de toutes les structures et elle a été diffusée à travers l'intranet.</i>	CRPC
Associer les entreprises en difficulté opérationnelle à la détermination des stratégies à mettre en place pour les accompagner					Structures d'assiettes/ DLFC/ CRPC

L'élaboration et l'adoption des critères pour identifier les entreprises en difficulté sont effectives	Les critères d'identification d'une entreprise en difficulté sont listés et adoptés	Nombre de critères élaborés et adoptés	Réalisé	<i>Les projets de critères ne sont pas encore transmis à la hiérarchie pour approbation</i>	CAR
La liste des entreprises en difficulté par structure est élaborée conformément aux critères adoptés	La liste des entreprises en difficulté de la DGI est disponible	Nombre de liste par structure	Non réalisé	<i>Aucune liste n'est encore déterminée</i>	CAR
Le mécanisme d'accompagnement des entreprises en difficulté est conçu et adopté	Le mécanisme d'accompagnement des entreprises en difficulté adopté est disponible	Un mécanisme d'accompagnement est disponible	Non réalisé	<i>Aucun mécanisme d'accompagnement</i>	CAR
Le plan de mise en œuvre du mécanisme est élaboré est fonctionnel au niveau des structures de recettes	Le mécanisme d'accompagnement des entreprises en difficulté adoptés est mis en œuvre dans chaque structure de recettes	Un plan d'action de mise en œuvre du mécanisme est disponible	Non réalisé	<i>Aucun plan d'action de mise en œuvre élaboré n'est disponible</i>	CAR

La stratégie d'accompagnement des entreprises en difficulté est évaluée périodiquement	La stratégie d'accompagnement des entreprises en difficulté est évaluée	Le rapport d'évaluation du mécanisme est disponible	Non réalisé	<i>Aucune évaluation du mécanisme d'accompagnement des entreprises en difficulté n'a été faite</i>	CAR
<b>↳ Extrait 2.7.4: Sécurisation et organisation de l'assistance comptable en entreprise (CGA, experts comptables, commissaires aux comptes) effectives</b>					
Elaborer les différentes conventions avec les différents acteurs (CCIM, ONECCA, ...)	Les différentes conventions avec les différents acteurs (CCIM, ONECCA) sont élaborées.	Les différentes conventions avec les différents acteurs (CCIM, ONECCA,) sont disponibles	Réalisé	<i>Les différentes conventions sont mises en œuvres par les parties prenantes</i>	DLFC
Diffuser les documents sur la création et l'opérationnalisation CGA opérationnels		26 Centres de Gestion Agréés sont créés au Mali sous la forme associative	Non réalisé	<i>La création de CGA prévue sous la forme sociétaire est celle qui est opérationnelle.  Un projet de directive fait dans ce sens est en cours d'approbation au conseil de l'UEMOA. Une fois cette directive approuvée, les CGA pourront être créés sous forme sociétaire et être opérationnels enfin.</i>	CRPC

Rendre opérationnel les télé services à la DGI		Les télé services sont opérationnels à la DGE et dans les 02 CIME de Bamako	Réalisé	<i>La télé déclaration est devenue obligatoire pour toutes les grandes entreprises (DGE) ainsi que pour les moyennes entreprises depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023.</i>	CRPC
<b>↳ Extrait 2.7.5: Télé services opérationnels à la DGI</b>					
Elaborer un plan de communication sur les télé services.	Une stratégie de communication adossée à un plan de communication est élaborée.		Réalisé	<i>Le lancement de « e-quitus » a fait l'objet d'une vaste campagne de communication en fin 2023.</i>  <i>En janvier 2024, un communiqué informe les usagers de l'organisation de la cérémonie.</i>  <i>Un autre communiqué datant de Février 2024 relative au lancement officiel a été diffusé à travers divers canaux.</i>	CRPC
Le nombre d'Operations effectuées par voie électronique a augmenté	Les télé services sont applicables dans toutes les opérations fiscales de la DGI	Les télé services sont étendues à toutes la DGI	En cours		CTSF

				<i>Étendre la couverture géographique des télé services aux directions régionales.</i>	
Les processus des opérations métier d'accomplissement des obligations fiscales et de services offerts aux contribuables sont simplifiés	Les annexes des déclarations sont télé versées	La délivrance du quitus fiscal est digitalisée	Réalisé	<i>La demande de quitus validée en ligne est de 17 567 en 2025 contre 15 439 en 2024</i>	CTSF
<b>↳ Exrant 2.8.1: Outils de communication améliorés</b>					
Une rencontre est organisée par mois avec le personnel de la CAR	Les rencontres sont formalisées	Nombre de rencontres organisées avec le personnel	Réalisé	<i>06 comptes rendus de rencontre avec le personnel sont disponibles</i>	CAR
Une rencontre est organisée par trimestre avec tous les Receveurs	Les rencontres sont formalisées	Nombre de rencontres organisées avec les Receveurs	Non réalisé	<i>Aucun compte rendu de rencontre avec les Receveurs n'est pas disponible</i>	CAR
Une rencontre est organisée par trimestre avec tous les agents de poursuite	Les rencontres sont formalisées	Nombre de rencontres organisées avec les agents de poursuite	Non réalisé	<i>Aucun compte rendu de rencontre avec les agents de poursuite n'est pas disponible</i>	CAR
Un groupe WhatsApp est créé avec les Receveurs	Le groupe créé est fonctionnel	Nombre d'utilisation de WhatsApp	Réalisé	<i>Les partages d'informations sont faites sur WhatsApp</i>	CAR

Intensifier la communication à travers les supports de communication produits	30 communications		Réalisé	<i>Presse écrite, presse orale, réseaux sociaux ont été utilisés pour véhiculer différents messages.</i>	CRPC
Élaborer la stratégie de communication de la DGI	Les travaux de préparation de la stratégie de communication DGI 2021-2024 ont provisoirement été suspendus en attendant les résultats de l'expert désigné par le MEF pour élaborer une stratégie globale, un plan de communication pour tout le département des Finances.		Réalisé	<i>Néanmoins la DGI dispose à ce jour de tous éléments pour élaborer une stratégie de communication efficace et efficiente tournée vers le numérique.</i>	CRPC
Améliorer les outils de communication	Intranet et internet modernisés		Réalise	<i>Des expressions de besoin ont été faites pour obtenir l'accord de la hiérarchie à réaliser l'amélioration des outils de communication(GFA-envois de message sms par téléphonie, modernisation de l'autocom pour enregistrement vocal de message d'accueil, de sensibilisation au civisme fiscal, installation</i>	CRPC

				<i>d'écrans pour faire passer les messages de sensibilisation, actualisation des panneaux et enseignes d'orientation et d'information, intégration de l'application géolocalisation des structures des impôts dans le site web, installation de fontaines d'eau, ...)</i>	
<b>↳ Extrait 2.8.2: Communication aux contribuables intensifiée</b>					
Mettre en place les débats radiophoniques et télévisés sont organisés pour informer et sensibiliser les contribuables sur le recouvrement des impôts et des taxes	Les débats médiatisés sur le recouvrement des impôts sont organisés en rapport avec la cellule communication	Nombre de débats organisés et médiatisés	Réalisé	<i>Les messages d'information et de sensibilisation relatifs au recouvrement des impôts et taxes sont disponibles et véhiculés</i>	CAR

	Développer la communication de proximité	Plus de 25 demandes de diffusion de messages sur le civisme fiscal ont été déposées au niveau de 23 radios de proximité (à Bamako et dans les régions)	Réalisé	<p><i>25 radios, dont 14 de l'intérieur, ont été impliquées dans une vaste campagne de sensibilisation sur le civisme fiscal, focus sur la vignette des motos taxi et tricycles. Ainsi, plus 495 communiqués et micro programmes ont été largement diffusés dans les différentes langues nationales durant quatre semaines sur toute l'étendue du territoire national en 2023.</i></p> <p><i>L'expérience a été renouvelée en 2025.</i></p>	CRPC
	Actualisation des panneaux et enseignes lumineuses. D'identification des services de la DGI	oui	Réalisé	<p><i>Les panneaux et enseignes lumineuses des 02 CIMES et du Centre VI ont été confectionnés et installés.</i></p>	CRPC

	Elaborer un questionnaire de sondage du personnel sur la satisfaction par rapport à l'image de perception de la DGI et de ses services.	Oui	Réalisé	<i>Une fenêtre sondage en ligne existe sur le site intranet, mais n'est pas utilisée. Il y a lieu de faire sa promotion auprès des agents de la DGI.</i>	CRPC
Créer un annuaire en ligne pour la mise à jour, en temps réel, des informations personnelles du contribuable.	L'annuaire en ligne est créé	L'annuaire en ligne est créé et accessible	Non réalisé	<i>Le projet du centre d'appel téléphonique de la DGI n'est pas réalisé, faute de financement disponible.</i>	CRPC
Intensifier la communication avec les supports de communication produits		30 communications	Réalisé	<i>Presse écrite, presse orale, internet, réseaux sociaux ont été utilisés pour véhiculer différents messages.</i>	CRPC

Améliorer les outils de communication

Intranet et internet modernisés

Réalisé

*Des expressions de besoins ont été faites pour obtenir l'accord de la hiérarchie à réaliser l'amélioration des outils de communication (GFA-envois de message sms par téléphonie, modernisation de l'autocom pour enregistrement vocal de message d'accueil, sensibilisation, actualisation des panneaux et enseignes, d'orientation et d'information, d'intégration de l'application géolocalisation des structures des impôts dans le site web, installation de fontaines d'eau, ...)*

CRPC

 **Extrant 2.8.2: Communication au contribuable intensifiée**

<p>Élaborer la stratégie de communication 2021- <b>2024 de la DGI</b></p>			<p>Réalisé</p>	<p><i>Néanmoins, la DGI dispose à ce jour de tous les éléments pour élaborer une stratégie de communication efficace et efficiente tournée vers le numérique.</i></p>	<p>CRPC</p>
<p>Développer la communication de proximité</p>			<p>Réalisé</p>	<p><i>25 radios, dont 14 de l'intérieur, ont été impliquées dans une vaste campagne de sensibilisation sur le civisme fiscal, focus sur la vignette des motos taxi et tricycles. Ainsi, plus de 495 communiqués et micro programmes ont été largement diffusés dans les différentes langues nationales durant quatre semaines sur toute l'étendue du territoire national en 2023.</i></p>	<p>CRPC</p>

Créer un cadre formel de rencontre avec les partenaires en fonction du contenu des conventions qui lieront les 2 parties.				<i>L'élaboration des différentes conventions de partenariats pourra faire démarrer cette activité.</i>	CRPC
Elaborer un questionnaire de sondage du personnel sur la satisfaction par rapport à l'image de perception de la DGI et de ses services.			Réalisé	<i>Une fenêtre sondage en ligne existe sur le site intranet, mais n'est pas utilisée. Il Ya lieu de faire sa promotion auprès des agents de la DGI.</i>	CRPC
Créer un annuaire en ligne pour la mise à jour en temps réel des informations personnelles du contribuable.			Non réalisé	<i>Le projet du centre d'appel téléphonique de la DGI n'est pas réalisé, faute de financement disponible.</i>	CRPC

**👉 Orientation stratégique 3 : Renforcer le professionnalisme des agents comme étant un préalable à la performance**

↪ **Résultat attendu 3.1: Gestion améliorée des ressources humaines**

↪ **Extrant 3.1.1: Outils de gestion des ressources humaines exploités**

Diffuser régulièrement des informations issues du SIGRH		En partie	Non réalisé	<i>La performance de l'outil dépend de sa mise à jour en temps réel, tant au niveau de la DGI qu'au niveau de chaque structure (DAGEC). Un mécanisme de suivi responsabilisant tous les acteurs doit être de rigueur et le SIGRH doit être accessible à tous les acteurs concernés.</i>	CRCP
Actualiser les délégations de signatures			Réalisé	<i>Les décisions relatives à la délégation de structures en matière contentieuse ont été largement diffusées en version papier et sur le site intranet.</i>	DPFP
Diffuser le calendrier global des départs en congé			Non réalisé	<i>Pas de maitrise globale des départs en congé par structure.</i>	CRCP

La performance de l'administration est renforcée	Les données sont modélisées et formatées suivant les besoins métiers				DPFP
Diffuser régulièrement des informations issues du SIGRH			Non réalisé	<i>La performance de l'outil dépend de sa mise à jour en temps réel, tant au niveau de la DGI qu'au niveau de chaque structure (DAGEC). Un mécanisme de suivi responsabilisant tous les acteurs doit être de rigueur et le SIGRH doit être accessible à tous les acteurs concernés.</i>	CRPC
	Base de données nouvelles sur les agents constituée	Nombre de dossiers mis à jour	En cours		DPFP
Mettre à jour les nouvelles informations se rapportant à la situation des agents			En cours		DPFP
Rédiger un rapport périodique sur les données du SIGRH	Disponibilité des données	Nombre de rapports collectés	Non Réalisé		DI/DPFP

Implanter SIGRH dans les nouvelles structures informatisées	Identification des nouvelles structures	Nombre de structures nouvelles identifiées	Non Réalisé		DI/DGI
Identifier les nouveaux besoins en matière d'utilisation du SIGRH	Recensement des besoins nouveaux	Nombre d'applications nouvelles identifiées	Non Réalisé		DPFP
Créer un comité de relecture du plan de mobilité et de rétention du personnel de la DGI	Disponibilité d'un cadre de concertation	Nombre de réunions de suivi organisés	Non réalisé		DPFP
Elaborer un outil d'évaluation du rendement des agents	Disponibilité d'un fichier d'évaluation du personnel	Nombre d'agents évalués	Non réalisé		DPFP
Rédiger un rapport périodique sur les données de SIGRH	Disponibilité de rapport	Nombre de rapports collectés	Non réalisé		DPFP
Déterminer les modalités d'évaluation du mérite des agents selon des critères quantitatifs ou qualitatifs	Disponibilité de fichier d'évaluation	Taux de traitement des dossiers et respect des délais de traitement	Non réalisé		DPFP
Créer un comité de relecture du plan de carrière et du statut particulier des agents du cadre des Impôts	Disponibilité d'un cadre de concertation	Nombre de réunions de suivi organisés	Non Réalisé		DGI/DPFP/Syndicat

Diffuser le calendrier global des départs en congé		Aucun	Non Réalisé		DPFP
↳ <b>Extrant 3.1.2 Evaluation des besoins des structures en ressources humaines selon les profils</b>					
Adopter le plan d'intéressement des agents pour tenir compte des spécificités des structures de soutien	Disponibilité d'un cadre de concertation	Nombre de réunions de suivi organisés	Non Réalisé		DPFP
Implanter le logiciel SIGRH dans les nouvelles structures informatisées	Identification des nouvelles structures informatisées	Nombre de nouvelles structures informatisées identifiées	Non Réalisé		DPFP
Identifier de nouveaux besoins en matière d'utilisation du SIGRH	Recensement des besoins nouveaux	Nombre d'applications nouvelles identifiées			DPFP
↳ <b>Résultat 3.2 Professionnalisme renforcé des agents</b>					
↳ <b>Extrant 3.2.1 Compétences et capacités des agents renforcées</b>					
Elaborer un plan général de formation	Recenser les besoins nouveaux de formation des structures	Les besoins nouveaux de formation sont recensés	Réalisée		DPFP
Rendre effectif les règles de rotation du personnel, notamment ceux en contact régulier avec les	Disposition à prendre pour supprimer les situations de rentes et la collusion des agents avec les agents économiques	Nombre de décisions exécutées	Non réalisé		DPFP

usagers et effectuant des contrôles et vérifications					
Elaborer un outil d'évaluation du rendement des agents	Disponibilité d'un fichier d'évaluation du personnel	Nombre d'agents évalués	Non réalisé		DPFP
Renforcer les capacités des cadres sur la gestion du changement	Les capacités des cadres sont renforcées sur la gestion du changement	Nombre d'agents formés sur la gestion du changement	Non réalisé		DPFP, DPES
Rédiger un rapport périodique sur les données de SIGRH	Disponibilité de rapport	Nombre de rapports collectés	Non réalisé		DPFP
Diffuser le programme de formation	Programme de formation disponible		Réalisé		DPFP
Actualiser les délégations de signature			Non réalisé		DPFP
Diffuser le rapport sur les manquements au code de déontologie est diffusé			Non réalisé	<i>Les rapports de manquement sont en général confidentiels</i>	DPFP/CRPC

Elaborer et mettre en œuvre le plan de communication sur le code de déontologie	.	Une campagne de communication multicanal est organisée	Réalisé	<i>En plus de pages spécifique</i>	CRPC/Bureau Audit
Exprimer les besoins de la CRPC			Réalisé	<i>Les besoins sont partiellement satisfaits, à ce jour la CRPC ne dispose pas de planton encore moins de secrétaire.</i>	CRPC
Diffuser le programme de formation			Réalisé	<i>En plus du programme de formation, plusieurs autres programmes de formation à l'interne comme à l'externe ont été diffusés notamment ceux de l'ATAF, du FAFOA, du CREDAF, etc.</i>	CRPC
Diffuser la liste des agents à former		4 listes d'agents à former	Réalisé	<i>Il s'agit de la liste des agents retenus pour la formation initiale session 2022-2023 voir intranet</i>	CRPC
Diffuser le calendrier de formations		4 calendriers de formations diffusés	Réalisé	<i>Il s'agit du programme concernant les agents retenus pour la formation initiale session 2022-2023 voir intranet.</i>	CRPC

### 3.2.2 Changement de comportement avéré des agents envers les pratiques déontologiques

Diffuser le rapport sur les manquements au code de déontologie.		Aucune actualité à un manquement quelconque au code de déontologie n'a été diffusée	Non réalisé	<i>Les rapports de manquement sont en général confidentiels</i>	CRCP
Le plan de communication sur le code de déontologie est élaboré	Le plan de communication sur le code de déontologie est élaboré	Le plan de communication sur le code de déontologie est élaboré	Réalisé	<i>Les agents s'approprient le code de déontologie et sont suffisamment sensibilisés.</i>	CAR
Le plan de communication élaboré est mise en œuvre	Le plan de communication élaboré est mise en œuvre	Le plan de communication élaboré est mise en œuvre	Réalisé	<i>Les agents s'approprient le code de déontologie et sont suffisamment sensibilisés.</i>	CAR
Le guide de l'agents des impôts est rédigé	Le guide de l'agents des impôts est rédigé	Le guide de l'agents des impôts est rédigé	Réalisé	<i>Aucun guide de l'agent des impôts n'a été rédigé</i>	CAR
Les manquements au code de déontologie sont répertoriés	Les manquements constatés sont répertoriés	Les manquements constatés sont répertoriés	Réalisé	<i>Aucun liste de manquement au code de déontologie n'est disponible</i>	CAR
Diffuser le rapport sur les manquement au code de déontologie	Le rapport sur le manquement au code de déontologie est diffusé	Le rapport sur le manquement au code de déontologie est diffusé	Réalisé	<i>Aucune diffusion de rapporte sur le manquement au code de déontologie n'a été faite</i>	CAR

Elaborer et mettre en œuvre le plan de communication sur le code de déontologie		Une campagne de communication multicanal est organisée.	Réalisé	<i>En plus de pages spécifiques réservées au code de déontologie dans chaque No de la revue Impôt-Com, le code de déontologie est disponible sur le site intranet de la DGI comme sujet prioritaire.</i>	CRCP
<b>↳ Extrait 3.2.3: Mutualisation et stabilisation des expertises mises en œuvre</b>					
Diffuser le mécanisme de coaching identifié et les éléments de sa mise en place pour la mutualisation dans les structures			Réalisé	<i>Toutefois, chaque responsable a sa méthodologie de mutualisation en place</i>	DPFP/CRPC
Créer un forum d'échange d'expériences entre les agents		Aucun	Non réalisé	<i>Un modèle de questionnaire pratique sera conçu et mis en ligne (intranet) Un animateur du forum sera désigné</i>	CRCP
Mettre en place le mécanisme d'évaluation mis en place		Aucun	Non réalisé		CRCP

Le réseau des Receveurs est mis en place	Le réseau des Receveurs est mis en place	Un acte formel officialise l'existence du réseau ainsi que ses modalités de fonctionnement	Non réalisé	<i>Aucune rencontre formelle n'a pu être organisée avec l'ensemble des receveurs. Un planning de rencontre est élaborée</i>	CAR
Des rencontres spécifiques sont organisées avec les agents de poursuite par structure	Les rencontres spécifiques avec les agents de poursuite sont planifiées	Un plan d'action des rencontres est élaboré		<i>Un calendrier des rencontres avec les agents de poursuite est planifiés</i>	CAR
Les agents de poursuite formés et coachés sont maintenus à leur poste	La liste des agents de poursuite formés et coachés en poste est disponible	Une note relative au maintien des agents de poursuite en poste est prise et diffusée	Réalisé	<i>Une note technique est élaborée en collaboration avec la direction du personnel</i>	CAR
Le coaching des agents de poursuite à leurs postes respectifs est promu	Le coaching des agents de poursuite se fait par rotation	Un plan de rotation interne et inter structure est élaboré		<i>Le receveur ou un agent confirmé est désigné par structure pour coacher les agents de poursuite</i>	CAR
<b>↳ Extrait 3.2.4. Culture de la gestion du changement développé au sein de la DGI</b>					
Un module de formation sur la gestion du changement est élaboré	Le module de formation est élaboré	Le module de formation est disponible	Réalisé	<i>Cette formation est nécessaire tant pour les agents de la CAR que pour les receveurs et les agents de poursuite</i>	CAR

La formation sur la gestion du changement est organisée	Le module de la gestion du changement est élaboré	Nombre d'agent formés à la gestion sur le changement	Réalisé	<i>Les enjeux liés à la création de la cellule sont mieux clarifiés et acceptés par toutes les parties prenantes</i>	CAR
Une campagne de sensibilisation des agents de la CAR sur la gestion du changement est organisée	La campagne de sensibilisation est élaborée et mise en œuvre	Nombre de sensibilisation	Réalisé		CAR
Organiser les séances de sensibilisation sur le code de déontologie	Des séances de sensibilisation sur le code de déontologie sont organisées	Nombre de séances organisées	Non Réalisé		CRPC
Sensibiliser les agents au respect des règles déontologiques, renforcer les relations entre la DGI et ses structures opérationnelles à travers des rencontres périodiques		Les agents appliquent le code de déontologie et le code du contribuable vérifié	Non Réalisé		CRPC

Diffuser le rapport sur les manquements au code de déontologie

Aucune actualité à un manquement quelconque au code de déontologie n'a été diffusée

Non réalisé

*Les rapports de manquements sont en général confidentiels*

DPFP/Bureau Audit

☞ **Orientation stratégique 4 : Poursuivre l'application des règles de bonne gouvernance**

☞ **Résultat attendu 4.1: Intégration démontrée de la gestion axée sur les résultats dans toutes les structures de la DGI**

☞ **Extrant 4.1.1: Outils standardisés de suivi et d'évaluation utilisés**

Évaluer les outils de la GAR		Plan stratégique, plans opérationnels, cadre de mesure de rendement et plans de travail sont disponibles par structure	Réalisé	<i>Les outils de la GAR sont disponibles. L'élaboration des plans de travail individuels est fortement recommandée. Ils permettront d'évaluer objectivement les agents en tenant compte des rendements individuels et collectifs dans le programme d'intéressement de la prime sur les recettes.</i>	DPES
Préparer, proposer et mettre en œuvre le programme annuel d'Audit et de Contrôle	Disponibilité d'outils standardisés, rapport annuel, rapport de gestion et rapport	Le programme annuel 2025 est élaboré	Réalisé	Le programme annuel est mis en œuvre	BAC
Préparer le plan de travail annuel		Le plan de travail est élaboré	Réalisé	Le plan de travail annuel 2025 est élaboré	BAC
Produire les rapports de surveillance à distance		Le nombre de rapports déposés	jusqu'au 10 Février 2026) : 27 Rapports Hebd :		BAC

Rapport de gestion et  
rapport des agents et plan  
de travail annuel

		<p>Saisie des déclarations d'IS/IBIC : 51</p> <p>Situation des recettes par mode de paiement : 46</p> <p>Rapports Journaliers :</p> <p>Situation des paiements par Déclarations de Recette : 253</p>		
<p>Cartographier les risques internes afin que les Chefs des services opérationnels puissent faire le contrôle interne de premier niveau</p>	<p>Disponibilité du document de la cartographie des risques internes</p>	<p><i>Disponible (mais sera actualisé pour prendre en charge les nouveaux risques détectés avec le projet de digitalisation (2025).</i></p>		<p>BAC</p>
<p>Produire les rapports d'Audit et en assurer le suivi</p>	<p>Le nombre de de rapports produits</p>	<p>01</p>		<p>BAC</p>

Suivre la mise en œuvre des recommandations		Le nombre d'états de mise en œuvre	00		BAC
Produire les rapports techniques		Nombre de rapports déposés	01		BAC
Elaborer un module de formation sur la GAR pour mieux faire connaître les besoins de la DGI	Les agents de la DGI utilisent intensément les outils de la GAR et adhèrent aux objectifs qui leurs sont assignés	Nombre d'agents formés		-	DPFP
Évaluer les outils de la GAR	Plan stratégique, plans opérationnels, cadre de mesure de rendement et plans de travail sont disponibles par structure.		Réalisé	Les outils de la GAR sont disponibles. L'élaboration des plans de travail individuels est fortement recommandée. Ils permettront d'évaluer objectivement les agents en tenant compte des rendements individuels et collectifs dans le programme d'intéressement de la prime sur les recettes	DPES
	Les rapports périodiques sur l'exécution des plans de travail sont faits.		En cours	<i>Le manque de personnel à la DPES a fortement impacté la</i>	DPES

				<i>production de ces rapports périodiques</i>	
<b>↳ Extrait 4.1.2: Outils de contrôle de 1<sup>er</sup> et de 2<sup>-ème</sup> niveau opérationnel-</b>					
Élaborer les rapports de contrôle interne de 1 <sup>e</sup> niveau pour le 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> Trimestres de l'année 2023.	5 rapports disponibles dont 04 trimestriels et 01 annuel.		Réalisé	.	CAR
Faire le contrôle de 1 <sup>er</sup> niveau relatif aux missions assignées à la CAR	Le contrôle de 1 <sup>er</sup> niveau est effectué	Le nombre de contrôle de 1 <sup>er</sup> niveau est effectué	Réalisé	<i>03 contrôles internes ont été exécutés pour couvrir les 4 trimestres</i>	CAR
Elaborer les rapports de contrôle	Les rapports de contrôle est élaboré	Nombre de rapport de contrôle	Réalisé	<i>03 rapports trimestriels de contrôle interne ont été élaborés</i>	CAR
Elaborer le plan d'action de mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport de contrôle	le plan d'action élaboré est mise en œuvre	Un plan d'action des recommandation est disponible	Non Réalisé	<i>Le plan d'action n'est pas élaboré et mis en place</i>	CAR
Assurer les passations de service	Disponibilité d'outils : PV, rapport, plan	Le nombre de passations effectués	06 à Bamako et les passations des nouvelles nominations au niveau des régions ont été	<i>Néant</i>	BAC

			prises en charges par les DRI compte tenu de l'effectif en ressource humaine du BAC		
Mettre en place ou réviser les outils de contrôle de premier niveau		Le nombre d'outils produits	02	Néant	BAC
Renforcer le contrôle interne de 1 <sup>er</sup> niveau		Le nombre de contrôle de premier niveau		Néant	BAC

↳ **Extrant 4.1.3: Procédures respectées et appliquées**

Elaborer et mettre à jour les procédures de travail	Les procédures sont élaborées et mises à jour.	Nombre de procédures élaborées et mise à jour	Réalisé	La mise à jour de la procédure d'immatriculation d'un contribuable (Dossier physique et par internet) validée par la COM a été transmise au Directeur Général pour approbation.	COM
---	--	---	---------	---	-----

Diffuser le manuel de procédures dans Intranet	Le manuel de procédures est diffusé dans intranet	Nombre de procédures élaborées et mises à jour diffusées sur intranet.	Non réalisé	<i>La procédure "Immatriculation" est toujours en attente d'approbation avant diffusion sur Intranet</i>	COM
Proposer des solutions de gestion	L'efficacité et l'efficience des services de gestion du courrier amélioré	Au moins deux solutions de gestion proposées	Réalisé	<i>LA note a été portée à l'attention de la Direction Générale des Impôts.</i>	COM
Participer aux réunions (TADAT)	L'évaluation de l'efficacité et l'efficience des procédures	100% des procédures sont écrites	Réalisé	<i>NB: Les évaluations se font à travers une commission TADAT en partenariat avec le FMI.</i>	COM
Décrire et faire la mise à jour des Postes	La description de tous les postes de la DGI ainsi que leur mise à jour est faite	La description des postes de la DGI est faite	En cours	<i>Nous attendons l'adoption du projet de décret portant organisation, modalité de fonctionnement et cadre organique de la DGI afin de finaliser la réalisation de cette activité.</i>	COM

Diffuser le rapport sur le respect de l'application des procédures			Réalisé	<i>Toutefois, une actualisation des procédures doit être faite en raison de la nouvelle structure organisationnelle. Désormais, la Cellule Communication est érigée en Cellule Relations Publiques et Communications</i>	CRCP
Respecter et appliquer les procédures liées à la mise en œuvre des missions de la CAR	Le contrôle de 1er niveau relatif au respect et à l'application des procédures de la CAR est effectué		Réalisé		CAR
Evaluer le respect des procédures de la CAR	Le rapport du contrôle de 1er niveau est disponible		Non réalisé		CAR

<p>Diffuser le rapport sur respect dans l'application des procédures</p>			<p>Réalisé</p>	<p><i>Toutefois, une actualisation des procédures doit être faite en raison de la nouvelle structure organisationnelle. Désormais, la Cellule Communication est érigée en Cellule Relations Publiques et Communications.</i></p>	<p>CRPC</p>
<p>Elaborer et mettre à jour les procédures de travail</p>	<p>Les procédures sont élaborées et mises à jour.</p>	<p>Nombre de procédures élaborées et mises à jour mises.</p>	<p>Réalisé</p>	<p><i>Mise à jour de la procédure Immatriculation d'un contribuable (dossier physique et par internet). Validée par la COM a été transmise au Directeur Général pour approbation</i></p>	<p>COM</p>

Diffuser le manuel de procédures dans Intranet	Le <b>m</b> anuel de procédures est <b>d</b> iffusé dans Intranet	Nombre de procédures élaborées et mises à jour diffusées sur intranet.	Non réalisé	<i>La procédure « Immatriculation » est toujours en attente d'approbation avant diffusion sur intranet</i>	COM
Valider le projet de guide de contrôle des sociétés minières	<b>G</b> uide de contrôle des <b>sociétés</b> minières effectué	Le guide est disponible	Réalisé	Néant	DLFC
Veiller au respect des procédures par le contrôle	<b>D</b> isponibilité d'outils : <b>P</b> V, rapport, plan	Rapports de mission	10	Néant	BAC
Auditer les services des Impôts et les procédures		Le nombre de rapports déposés	01	Néant	BAC
Vérifier l'exécution correcte des plans de travail des structures		Le nombre de plans de travail examinés	Plan disponible dans les structures	Néant	BAC

Suivre la mise en œuvre des recommandations des services de contrôle extérieurs	Rapport de suivi	Le nombre de recommandations mises en œuvres	27	Néant	BAC
<b>↳ Extrait 4.1.4: Critères de gestion et de bonne gouvernance identifiés</b>					
Identifier les critères de bonne gouvernance		6 critères de bonne gouvernance sont identifiés et appliqués à la CRPC	Réalisé	<i>Respect des valeurs de la DGI, le travail d'équipe par une gestion concertée de tous les acteurs intéressés dans un dossier de communication. L'ouverture d'esprit aux critiques, à l'innovation, l'attention aux facteurs humains et social, la favorisation de l'apprentissage et la transparence dans les informations, la participation aux activités de toutes les autres structures du fait que la CRPC est transversale.</i>	CRPC

Élaborer les critères de gestion	Le répertoire des critères de gestion et de bonne gouvernance est élaboré	Un nombre non exhaustif de critères sont identifiés	Non réalisé	<i>Maitrise des opérations en ligne (locales-transfrontalières). Méthodes et processus de l'administration fiscale. Gouvernance de l'élaboration des solutions</i>	COM/CAR
Exploiter la cartographie des risques identifiés	Elaborer une politique formelle en matière de risque pour la proactivité et l'optimisation des ressources fiscales à collecter	Nombre de risque corrigé par anticipation suite à l'exploitation des risques identifiés	Non réalisé	<i>Néant</i>	CAR
La direction a confié à la CAR la mission de faire la situation des restes à recouvrer issue des résultats des contrôles fiscaux	Donner la situation des recettes à recouvrer issus des résultats des contrôles (2021-2022 et 2023-2024)	Nombre de rapports rédigés sur les RAR issus des résultats des contrôles	Réalisé	<i>Néant</i>	CAR
La CAR a assuré le secrétariat des travaux du comité de suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de la réunion d'urgence des 28-29 août 2025 sur	Accompagner les structures de recettes dans la collecte des impôts et taxes	Nombre de réunion et de décisions	Réalisé	<i>Néant</i>	CAR

l'atteinte des objectifs au 31 Décembre 2025					
Maîtriser les opérations en ligne (locales et transfrontalières)	Utiliser une application d'identification des opérations de vente et de prestation en ligne		Non réalisé	<i>un petit comité d'agents pour identifier les contribuables potentiels au niveau local et international</i>	CTSF/CAR
Élaborer une politique formelle en matière de risques pour la proactivité et l'optimisation des ressources fiscales à collecter			Non réalisé		CAR/DPES/DLFC
Renforcer la mise en conformité des entreprises à travers la mise en place d'un cadre de gouvernance fiscale solide et efficace	Élaborer une stratégie fiscale efficace		Non réalisé		DPES/CAR

Identifier les critères de bonne gouvernance		Critères jugés de bonne gouvernance sont identifiés	Réalisé	<i>Respect des valeurs de la DGI, le travail d'équipe par une gestion concertée dans un dossier de communication, l'ouverture d'esprit aux critiques, à l'innovation, l'attention au facteur humain et social, la favorisation de l'apprentissage, la participation aux activités de toutes les autres structures du fait que la CRPC est transversale.</i>	DPFP/CRPC/COM
Activités réalisées non prévues: La Direction a confié à la CAR la mission de faire la situation des restes à recouvrer issus des résultats des contrôles fiscaux	Donner la situation des recettes à recouvrer issus des résultats des contrôles (2021-2022 et 2023-2024)	Nombre de rapports rédigés sur les RAR	réalisé	<i>Un rapport couvrant tous les centres de gestion informatisé a été rédigé et transmis à la hiérarchie</i>	
<b>↳ Résultat attendu 4.2: Réforme organisationnelle complétée pour toutes les structures de la DGI</b>					
<b>↳ Extrait 4.2.1: Comité technique de mise en œuvre des nouveaux Décrets opérationnel</b>					
Diffuser les textes du comité technique pour la mise en œuvre des nouveaux décrets	La décision de création du comité est diffusée.		Réalisé	<i>Les projets de décrets sont soumis à toutes les structures pour observations.</i>	CRCP

Élaborer le plan de communication sur la réforme	Tous les décrets ont été signés et diffusés.		Réalisé	<i>Les décrets fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la DGI, le décret fixant le cadre organique de la DGI et le décret portant création des services régionaux et subrégionaux de la DGI ont été largement diffusés.</i>	CRCP
Mettre en place une commission chargée de la mise en œuvre de la réforme organisationnelle	Adoption des textes portant sur la nouvelle organisation de la DGI	Nombre de rencontres effectué	Réalisé		COM
Adopter des systèmes automatiques de mesures des performances et évaluer périodiquement les agents	Mise en œuvre du plan de carrière afin de responsabiliser les agents et leur garantir des motivations à la hauteur de leurs performances	Nombre de décisions exécuté	Réalisé		DPFP/COM
Opérationnaliser les structures créées	Mettre en place les nouvelles structures et nouvelles divisions créées	Les besoins des nouvelles structures et nouvelles divisions créées sont identifiés et satisfaits.	Réalisé	Néant	COM/DPFP
Diffuser les textes du comité technique pour la			Réalisé	<i>Les projets de décrets sont soumis à toutes les structures pour observations.</i>	CRPC

mise en œuvre des nouveaux décrets					
Mettre en place le Comité technique de mise en œuvre des réformes	Mise en place du Comité technique	Le Comité technique est mis en place	Réalisé	<i>Le projet de décision de mise en place de comité technique a été transmis à la Direction Générale pour adoption.</i>	COM
Elaborer le Cadre organique des services régionaux et subrégionaux de la DGI	Le cadre organique des directions régionales et des centres des impôts est élaboré	Existence de cadre organique des services régionaux et subrégionaux de la DGI.	Réalisé	<i>Le projet de cadre organique a été transmis à la DGI pour soumission et validation par le comité technique.</i>	COM
Décrire et faire la mise à jour des Postes	La description de tous les postes de la DGI ainsi que leur mise à jour est faite		Réalisé	<i>La description des nouveaux postes est en cours ainsi que la mise à jour des anciens.</i>	COM
<p>↳ <b>Résultat attendu 4.3: Intégration effective d'une culture organisationnelle axée sur le genre</b></p> <p>↳ <b>Extrait 4.3.1: Prise en charge de l'EFH démontrée</b></p>					

Diffuser les décisions de la DGI tenant compte du genre		Un point focal genre a été désigné par décision du DG	Réalisé	<i>Lors de l'état des lieux de la DGI en matière d'EFH, il a été constaté l'absence de l'intégration effective d'une culture organisationnelle axée sur le genre. Certains textes et règlements fiscaux tiennent compte du genre.</i>	CRCP
Parvenir à l'EFH à la DGI	L'EFH réalisée à la DGI	Equité FH	Non réalisé		DPFP/COM
Nommer un chargé de l'EFH à la DGI (responsable des volets interne et externe de l'EFH)			Réalisé		
Elaborer un état des lieux sur l'EFH à la DGI en incluant une étude comparative des administrations publiques maliennes et régionales afin d'y dégager les bonnes pratiques.			Non Réalisés		DPFP

Mettre sur pied un comité de l'EFH prenant en charge le genre à la DGI (études, dialogue sur le genre par des activités par des activités diverses).			Non Réalisé		DPFP
Encadrer les femmes candidates concours d'entrée à la nouvelle ENA		Aucune femme recrutée sur 7 promotions	Non réalisé	<i>Une stratégie d'identification et d'accompagnement des femmes potentiellement candidate au concours de recrutement est possible aux fins de les encadrer, les former à préparer les concours.</i>	CRPC
<b>↳ Extrait 4.3.2: Volet sur l'entrepreneuriat féminin au Mali maîtrisé</b>					
Diffuser les informations sur l'entrepreneuriat féminin			Non réalisé	<i>Ce travail nécessite l'obtention des statistiques de femmes entrepreneures enregistrées à la DGI. Difficile de savoir s'il s'agit d'entreprises créées sous forme sociétaire.</i>	CRCP

Créer un fichier de données axées sur le genre			Non réalisé		DI/Services d'assiette
Elaborer une stratégie avec des critères de recherche afin d'établir le portrait fiscal des femmes maliennes			Non réalisé		DPES/Services d'assiette
Mener une étude sur la discrimination potentielle des mesures fiscales pour les femmes			Non réalisé		DPES
Elaborer un plan de communication pour sensibiliser les femmes à la fiscalité			Réalisé	<i>Les décrets fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la DGI, le décret portant création des services régionaux et subrégionaux de la DGI ont été largement diffusés.</i>	CRPC

Diffuser les informations sur l'entreprenariat féminin est maîtrisé			Non réalisé	<i>Ce travail nécessite l'obtention des statistiques de femmes entrepreneures enregistrées à la DGI. Difficile de savoir s'il s'agit d'entreprises créées sous forme sociétaire.</i>	CRPC
---	--	--	-------------	--	------

## 7. CONCLUSION GENERALE ET PERSPECTIVES

En dépit d'un contexte socio-économique difficile et complexe, la DGI continue d'engranger des performances au cours de ces dernières années. En effet, les recettes de la DGI se voient attribuer une place très importante dans le cadre de la constitution du Budget Général de l'Etat, car elles constituent plus de la moitié des ressources budgétaires de l'Etat.

A cet effet, la DGI a réalisé une belle performance en termes de résultat en 2025. Ces résultats ont été possibles, grâce au leadership gagnant du Directeur Général des Impôts, notamment au fruit de la réunion d'urgence tenue les 28 et 29 août 2025 sur la mobilisation des recettes fiscales avec les responsables des services centraux et régionaux sur la stratégie d'atteinte des objectifs de recettes 2025. A l'issue de ladite réunion, la mise en place d'un comité de Suivi des recommandations et un calendrier d'exécution des stratégies d'atteinte de recettes ont permis d'atteindre les résultats satisfaisants au 31 décembre 2025.

En perspective, la DGI entend pérenniser cette dynamique de performance par la mise en œuvre du suivi rapproché de la performance des structures par l'extraction automatique des indicateurs de performance, la mise en œuvre de la réforme organisationnelle de la DGI, l'institution de la facture électronique, le développement des télé procédures, la fiscalisation des secteurs agricoles, informel, des nouvelles économies, l'amélioration du civisme fiscal, le dénouement rapide des contentieux fiscaux et la rationalisation des exonérations fiscales.

A cela s'ajoute la refonte du Code Général des Impôts et la poursuite de l'application du nouveau Code minier adopté en 2023, qui intervient dans un contexte où le Mali attend optimiser ses ressources Budgétaires à travers les activités minières.

Bamako, le 20 mai 2026

**LE DIRECTEUR GENERAL**  
  
**Hamadou FALL DIANKA**  
*Chevalier de l'Ordre National*  
  
Le Directeur Général des Impôts  
MINISTRE DES FINANCES